

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

SUPPLEMENT SUISSE

No 25 mai 1982

OU EN EST LA CRISE DU CAPITALISME ?

Le monde bipolaire issu du repartage effectué après le second conflit mondial craque de partout. Le grand cycle d'accumulation et d'expansion continue, rendu possible après les innombrables destructions des forces productrices dues à la guerre, s'est transformé depuis quelques années en un nouveau cycle d'instabilité généralisée. Toutes les certitudes tant de fois affirmées que le monde issu du second après-guerre repartait sur de nouvelles bases empêchant que renaissent de nouveaux cataclysmes guerriers, s'écroulent aujourd'hui devant la montée des antagonismes de toutes natures.

Politiquement, les deux blocs concurrents qui jusqu'alors, à travers la guerre froide puis la détente, se contentaient de respecter le partage issu de la guerre, se préparent aujourd'hui avec une activité fébrile non seulement à se renforcer mais encore à essayer d'enfoncer dans le camp adverse un coin qui permettra demain d'avoir une position aussi avantageuse que possible. Le récent épisode des Malouines est instructif.

Pour la junte d'Argentine, croulant sous le poids des difficultés économiques, l'aventure guerrière, prenant prétexte d'une revendication vieille de plus d'un siècle, était un moyen simple de chercher à refaire "l'union nationale pour la défense des territoires". De mémoire de vieux peronistes, on n'avait pas vu de "manifestation populaire" aussi importante sur la "place de Mai" que lors de la visite de Haig à Galtieri. Des libéraux jusqu'à la gauche, pourtant saignée par 8 années de dictature, toutes les forces se sont regroupées derrière les militaires.

En face, la sénile lion anglais, dont les griffes se sont usées à essayer de sauver les restes d'une grandeur impériale à jamais dépassée, jette dans cette bataille pour les Falklands les

derniers attributs de sa puissance d'antan: La Royal Navy. Constituée d'unités destinées à être vendues ou liquidées à la casse, la flotte envoyée n'a de terrifiant que ses sous-marins. Là aussi, il s'agissait, par une opération de politique extérieure, de raffermir le tissu social, mité par la lente mort de l'industrie autrefois puissante.

Dans les 2 camps, la bourgeoisie utilise le chauvinisme, catalyseur nécessaire à la fusion de toutes les couches sociales dans le creuset de la défense nationale.

Entre les deux adversaires prêts à s'enflammer, les Etats-Unis envoient le pompier HAIG dont la carrière de pacifiste n'est un secret pour personne. Liés certes avec les deux protagonistes

par des traités politico-militaires différents, ils ne peuvent laisser se développer une situation incontrôlable au nom de quelques intérêts nationaux. L'équilibre du monde, le respect du statu-quo par la stabilité des zones d'influence, sont pour eux autrement plus importants. En effet, le concurrent d'en face, la Russie, et son compère des Caraïbes, se sont précipités pour "soutenir la junte luttant contre une survivance coloniale". Derrière ce soutien il n'y a en fait que les intérêts russes bien compris :

- 1) L'Argentine est depuis longtemps pour la Russie l'un de ses principaux fournisseurs de produits alimentaires.
- 2) Enfoncer un coin dans la brèche adverse permettrait en cas de conflit un bouleversement politique renforçant sa présence, pour quoi pas un nouveau Cuba? dans une zone de passage stratégique essentielle après Panama.

Ce qui est vrai aux Malouines se vérifie, en Amérique Centrale, au Proche-Orient, voire en Europe. Les deux blocs, non contents de renforcer leur armement, placent leurs dominos dans la perspective du futur conflit mondial, soumettant, opprimant et réprimant toutes les révoltes de masses qui menacent leurs desseins.

(suite en page 11)

SOMMAIRE

*Où en est la crise?....	p. 1
*Code pénal.....	
*Turquie: les raisons de la dictature militaire.	p. 1
*Combattions les fausses alternatives.....	p. 2
*Nationalisations et relance de l'économie....	p. 2
*Formation professionnelle.....	p. 3
*Initiative contre les licenciements.....	p. 4
*Pour des revendications unitaires.....	p. 4
*Les licenciements ne sont pas un mythe.....	p. 5
*Innovations technologiques et emploi.....	p. 6
*Les modifications du CP	p. 7
*Ce qu'ils en pensent...	p. 7
*Genève: nouvelle loi sur la police.....	p. 7
*Pas de paix sans révolution.....	p. 8
*Pologne.....	p. 9
*Salvador.....	p.12

Permanences du Parti

* LAUSANNE: tous les samedis de 10h à 12h
12, rue du Pont, atelier au rez sup.
* GENEVE: tous les samedis de 10h à 12h
73 rue de St-Jean (côté James Fazy)
Prendre ascenseur pour sous-sol. 1ère porte à gauche, puis 1ère porte à droite « Atelier ».

Ed. responsable :

Saro
20, rue Jean-Bouton
Paris - 75012

TURQUIE : LES RAISONS DE LA DICTATURE MILITAIRE

Il y a 18 mois, le 12 septembre, s'abattait sur le prolétariat et les masses laborieuses de Turquie une sanglante répression, qui n'était plus le fait de forces locales ou périphériques mais de l'Etat central lui-même. Comme nous l'avons montré dans notre presse (cf le Prolétaire no 308 et 327) la fonction du coup d'Etat du 12 septembre, malgré toutes les proclamations mensongères destinées à faire croire que l'armée s'efforçait de mettre fin au "chaos" et à l'anarchie, était de briser le mouvement social des ouvriers et des masses paysannes pauvres ainsi que des masses opprimées kurdes.

Il fallait empêcher toute reprise des luttes, que l'armée nettoie tous les foyers d'agitation en éliminant les éléments les plus conscients et les plus dynamiques. Cet ordre cannibale était le prix à payer - mais qui paie en dehors des prolétaires et semi-prolétaires des villes et des campagnes - pour que l'aide économique du FMI et de l'OCDE puisse permettre à l'Etat Turc de sortir de la profonde ornière dans laquelle l'avait poussé l'éclatement de la crise internationale. Une inflation de 100 % en 80, un taux de chômage de 20 %, une dette extérieur-

re de 25 milliards de dollars en 79 représentant 50 % du PNB annuel, un service de la dette de 1,7 million de dollars représentant le double des rentrées de fond des envois des travailleurs émigrés, un secteur public totalement paralysé par le clientélisme politique, avaient provoqué depuis quelques années une formidable tension dans les rapports entre les classes et menaçaient le fragile équilibre de l'Etat. Il était impensable pour l'OTAN de laisser

(suite en page 9)

CODE PENAL : L'ETAT SE BLINDE !

Si le petit bourgeois traditionnel a bien de la peine - ancré qu'il est dans l'obscurantisme du localisme - à analyser le monde social et économique international qui l'entoure, la bourgeoisie - ou du moins ses franges les plus éclairées qui représentent au travers de l'Etat l'intérêt général du capital - fait dépendre chacune de ses décisions politiques et économiques, d'un ensemble de données que lui transmet la situation économique et sociale internationale. La crise capitaliste mondiale qui produit une fièvre sociale générale, elle-même facteur d'aggravation de la crise, sonne le glas de tous les pactes sociaux que la bourgeoisie avait pu conclure avec la classe ouvrière depuis la dernière guerre impérialiste. La démocratie des nations impérialistes occidentales a pu jusqu'alors admettre une certaine souplesse dans ses rapports avec une classe ouvrière se sentant à l'abri de la nécessité. Avec l'exacerbation de la crise économique s'évapore petit à petit toutes les sécurités matérielles d'autrefois, se généralise l'insécurité comme condition d'existence du prolétariat et se dresse le spectre de la lutte entre les classes.

Dans ce contexte international où le mouvement social pénètre de plus en plus dans les métropoles impérialistes de la vieille Europe, la bourgeoisie helvétique qui bénéficie encore d'un climat social serein mais qui en connaît les limites, renforce son système de contrôle policier et de répression judiciaire à titre préventif pour se donner

les armes légales qui lui permettront d'écraser demain le mouvement ouvrier au nom de la démocratie sensée représenter l'intérêt de chacun, toutes classes confondues.

Le terrorisme de Baader et de ses émules fut la justification politique des premières mesures

(suite en page 6)

COMBATTONS LES FAUSSES ALTERNATIVES !

Aujourd'hui, avec la résurgence de la crise sur le plan national, la classe ouvrière se trouve à nouveau préssurisée par le capital pour défendre sa position sur le marché mondial. Cette pression du capital se reflète autant dans les secteurs industriels qu'au niveau de l'Etat où l'équilibre budgétaire devient plus difficile à réaliser. Les licenciements suivent le blocage des effectifs du personnel de l'Etat, le réajustement des salaires est remis en cause, la discipline de fabrique tend à se durcir, le travail temporaire ou précaire tend à se généraliser comme condition de survie. Face aux multiples attaques du capital et de l'Etat, la classe ouvrière doit riposter par la lutte de classe dans un FRONT UNIQUE. Mais pour cela elle doit se battre contre toutes les orientations qui ont comme conséquence :

1. de fragmenter la classe ouvrière et de saboter la construction de son unité,
2. de donner l'illusion que les difficultés éprouvées par la classe ouvrière ne sont que le fruit d'un mauvais fonctionnement de l'Etat, d'une "mauvaise gestion" capitaliste, de la mauvaise volonté consciente des capitalistes machiavéliques.

L'opportunisme politique et syndical exerce dans l'art de dévier dans des culs de sac les mouvements de lutte (ou simplement même de mécontentement) qui surgissent épisodiquement en Suisse.

La critique que nous faisons ici de toutes ces fausses orientations n'a pas comme but de faire de la polémique pour la polémique, MAIS ELLE DOIT ETRE UN INSTRUMENT POUR DEMASQUER DANS LA LUTTE MEME LES TENTATIVES DE DENATURER LE MOUVEMENT DE SON CARACTERE DE CLASSE, OU DE L'EMPECHER DE PRENDRE CE CARACTERE.

Dans toute lutte ouvrière, le rôle des communistes est de déterminer avant tout par quel moyens se réalisera

l'unité combattante des prolétaires. Nous devons dans tout mouvement de classe et dans la perspective de construire le front unique ouvrier sans lequel la révolution est une utopie, mettre en avant les revendications permettant d'unifier les rangs ouvriers. Nous écartons donc les catalogues de revendications éparses qui tentent de définir des revendications par catégories d'ouvriers. L'important n'est pas tant la ou les revendications mais leur pouvoir d'unification. Or, ce pouvoir ne peut être réalisé que si chaque ouvrier reconnaît en elles un besoin immédiat.

Dans le "Manifeste des communistes" de 1848, Marx jette à la face de tous les immédiatistes pour qui seul le ré-

sultat de l'instant compte, quelques soient les moyens utilisés, que le résultat essentiel de la lutte est "l'union grandissante des travailleurs". En effet le capital, même s'il cède aux poussées de la classe ouvrière lorsque celle-ci se bat pour défendre ses intérêts matériels, reprend, en l'absence de lutte continue, aussi rapidement ce qu'il a concédé la veille. Le capitalisme ne peut pas garantir à la classe ouvrière une amélioration constante de son niveau de vie. Le propre du capitalisme, c'est la lutte incessante entre profit et salaire. Toute augmentation réelle du salaire se verra absorbée par l'augmentation du coût de la vie, toute réduction d'heures de travail se verra compensée par l'accroissement des rythmes de travail, toute période de prospérité et de plein emploi sera la préparation d'une crise rejetant des millions de forces de travail sur le pavé. Ce n'est que la révolution prolétarienne qui, en renversant l'Etat bourgeois et en restaurant la dictature de la classe ouvrière, offrira la possibilité de construire une société garantissant à l'espèce humaine les conditions de son existence.

La lutte ouvrière pour sa défense immédiate contre le capital est faite de victoires et d'échecs. Il ne peut en être autrement, sauf si l'on croit que le capitalisme puisse trouver un

mode de gestion assurant le contrôle de la production en fonction des besoins de l'espèce et non de ceux fluctuants au possible du marché. En propageant de telles croyances on jette le marxisme aux ordures et l'on surabonne la lutte ouvrière aux intérêts de la conservation du capitalisme. Il s'agit là du réformisme pur et simple qui sabote toute manifestation de classe des prolétaires pour n'en faire qu'un appendice au parlementarisme.

C'est donc dans cette perspective de destruction de l'Etat bourgeois qu'il faut replacer les luttes partielles de la classe. Or la force nécessaire à ce processus révolutionnaire RESIDE DANS LA CAPACITE DE LA CLASSE OUVRIERE A CONSTRUIRE UN SEUL FRONT FACE A L'ENNEMI qui lui est déjà hyper-centralisé et d'une homogénéité sans faille face au prolétariat.

Ce front n'apparaît pas de manière fortuite dans l'histoire. Il est le résultat concret de l'expérience de la lutte ouvrière dans les milles combats qu'elle aura menés avant d'être portée parce que c'est la seule issue, sur le terrain de l'insurrection.

Il serait archi-faux de considérer que dans l'union construite dans telle ou telle lutte partielle, défense du salaire, opposition aux licenciements etc.... les prolétaires y voient cons-

NATIONALISATION ET RELANCE DE L'ECONOMIE

L'opportunisme se caractérise toujours par sa prétention de trouver - sans modifier la nature même de l'Etat - des solutions politiques et économiques "globales" permettant de mettre un terme aux conséquences de l'anarchie productive capitaliste pour les travailleurs. Que la crise capitaliste frappe toute l'économie nationale - dont le nerf vital est l'exportation - et l'opportunisme appelle à la relance économique, guerre sainte de l'Etat pour réussir là où les grands capitaines d'industries ont échoué. Il n'existerait alors pour le travailleur d'autre alternative pour la défense de ses conditions d'existence que de se transformer en soldat du capital prêt à relancer l'offensive après une première défaite. Derrière cet appel à la guerre sainte, il y a deux illusions.

D'abord l'illusion de croire - et de faire croire à la classe ouvrière - qu'il existe en régime capitaliste une autre alternative pour lutter contre la chute des taux de profits que de diminuer la part des salaires dans les coûts de production et d'augmenter la productivité en fabricant plus dans moins de temps (et comme la force de travail de l'ouvrier a des limites physiologiques, le capital introduit de nouvelles machines, plus performantes et de nouvelles technologies triplant ou décuplant le rendement du travail). Cette autre alternative serait de produire des marchandises sans se soumettre à la loi du profit. Il n'en tiendrait en effet qu'à la mauvaise volonté patronale et non pas aux lois inéluctables et impersonnelles du capitalisme, que le processus de production n'ait comme but ultime que le profit. Il serait donc possible - mais aucune coopérative ouvrière n'a pu le démontrer aujourd'hui, même pas Jura-Watch - de s'engager aujourd'hui dans une voie idyllique permettant tout à la fois : de sauver les places de travail, les qualifications et de relancer la production en exploitant les zones vierges du marché laissées à l'abandon par un patronat victime de manque d'imagination.

Marx, dans son oeuvre monumentale "le capital", explique justement que la

production capitaliste est une production de marchandises et que c'est justement ce caractère mercantile s'exprimant par une valeur d'échange qui rend prioritaire la production des lois de l'offre et de la demande et de la nécessité du profit.

L'Etat bourgeois s'est trouvé à de multiples occasions historiques dans l'obligation de prendre lui-même le contrôle de l'économie, soit dans son ensemble, soit pour certains secteurs clés. Ces obligations liées à une situation géo-historique spécifique sont les suivantes :

- assurer, après la destruction de l'Etat autocratique (souveraineté absolue du monarque, classe des propriétaires fonciers comme classe dominante) par la révolution démocratique bourgeoise, le développement du nouveau mode de production capitaliste (URSS, Chine)
- stabiliser l'infrastructure nécessaire à la production en lui garantissant le cas échéant, la couverture de ses pertes. C'est le cas notamment des transports et des télécommunications sans lesquels la production ne peut écouler ses marchandises, matières premières comme produits finis.
- contrôler les secteurs clés de la production pour les plier à l'intérêt général de l'Etat et les soustraire ainsi de l'influence néfaste d'intérêts privés particuliers de groupes, de cartels,

de trusts. Et aussi fournir l'aide en capitaux pour assurer une restructuration d'entreprises victimes de la concurrence internationale.

- maintenir artificiellement un secteur industriel dont la disparition se répercuterait par une explosion sociale pénalisant les secteurs encore sains de l'industrie.

Lorsque les réformistes demandent aujourd'hui l'intervention de l'Etat pour garantir la productivité de l'entreprise ils ne font que préconiser une de ces solutions bourgeoises énoncées comme prétendu, défendre une politique ouvrière de la production. L'alternative qu'ils offrent, battre la concurrence internationale sans concentration du capital (donc de la production), est en régime capitaliste une monstrueuse hérésie !

Pour la classe ouvrière cette fausse alternative constitue un vrai sabotage de la lutte ouvrière non seulement immédiatement (lorsqu'elle est avancée pour l'horlogerie par exemple), mais surtout lorsque le mouvement de classe, mûri par mille expériences partielles, se porte directement sur le terrain où l'affrontement pour le pouvoir devient la seule issue. C'est à ce moment-là que l'opportunisme au lieu de pousser la classe ouvrière à briser l'Etat pour imposer sa propre dictature, et donc toutes les mesures propres à assurer le renforcement du pouvoir révolutionnaire y compris notamment le contrôle ouvrier de la production, orientera le mouvement vers des chemins de traverse semblant épargner le choc des classes antagoniques tout en gardant les mêmes objectifs.

C'est en combattant aujourd'hui contre ses fausses alternatives, sur le terrain de la lutte immédiate (contre les licenciements, contre la pression sur les salaires, pour le salaire intégral aux chômeurs...) que la classe ouvrière sera armée demain pour aller vers la victoire.

L'autre illusion, c'est de présenter cette alternative de relance par la nationalisation comme un mot d'ordre transitoire, c'est à dire un mot d'ordre qui en se heurtant de front à l'Etat

pour sa réalisation indiquera à la classe mobilisée la nécessité d'abattre le pouvoir d'Etat comme condition à la satisfaction des revendications qu'elle avance. Nous ne nions pas la nécessité de revendications transitoires, mieux nous en affirmons la nécessité. Mais ces revendications transitoires, primo ne surgissent pas de la tête de quelques intellectuels de service établissant des plans abstraits de stratégie de classe sur le coin de leur bureau, mais du mouvement de classe lui-même. Une revendication transitoire n'a peut jouer son rôle que si elle est ressentie comme un besoin réel par la classe. Secundo, elles n'ont de sens que lorsque le mouvement est porté à un paroxysme d'où ne peut surgir d'autre alternative que l'écrasement du mouvement par l'Etat ou la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Mais voyons aujourd'hui comment ces revendications sont posées par l'opportunisme. C'est pour l'horlogerie que fleurissent le plus les mots d'ordre de nationalisation et le PSO s'en fait le champion (1)

Le PSO qui dans la Brèche du 24 oct 81 reproche à l'action de la Ftmh "de se résumer" à faire pression "auprès des autorités pour qu'elles "déliquent avec l'aide des banques, "une action de sauvetage", ne va pourtant pas plus loin que la FTMH, puisque lui aussi a la prétention de faire pression auprès de l'Etat dans une lettre ouverte au Conseil fédéral pour qu'il sauve l'horlogerie suisse. L'autre volet du programme d'action du PSO consistant... en une pétition commune avec le PS.

Ce qu'il y a de frappant dans cette lettre ouverte c'est que le PSO se veut plus réaliste que jamais et les solutions pratiques qu'il avance ne sont autres que les solutions déjà proposées par les bourgeois. Parmi ces mesures concrètes on lit notamment celle-ci : "commencement d'une diversification de l'industrie horlogère dans des secteurs assurant d'une part un emploi correspondant au personnel qualifié des entreprises horlogères et d'autre part un dévelop-

FORMATION PROFESSIONNELLE

Parmi les illusives alternatives offertes à la classe ouvrière contre l'insécurité grandissante de ses conditions d'existence, le remède de la formation professionnelle fait le plus l'unanimité dans les rangs de l'opportunisme. Une meilleure formation professionnelle doit selon les différentes organisations opportunistes: lutter contre le chômage, combattre les conséquences de la formation au rabais (salaires plus bas), rehausser le niveau du combat syndical (1). L'USS s'était déjà signalée sur ce terrain, en 1978, en lançant un référendum contre la loi fédérale sur la formation professionnelle. Aujourd'hui c'est au P.S.O. de se "distinguer" par son initiative populaire "Pour une formation professionnelle et un recyclage garanti".

Dire que les licenciements et le chômage sont la conséquence de la crise internationale du capitalisme qui oblige les entreprises à restructurer leurs appareils productifs et donc augmenter la productivité du travail pour diminuer les coûts de production, est banal. Dans ce processus de restructuration, le capital arme son industrie de nouvelles machines produisant plus dans le même temps. Ces nouvelles machines - que se soit la machine à vapeur ou le robot né du microprocesseur - jettent à la rue les ouvriers devenus excédentaires et condamnent, en remplaçant le travail de l'homme par celui de la machine, certaines qualifications à l'obsolescence. Ce phénomène est aussi vieux que le capital et la déqualification de l'artisan tisserand par l'introduction dans les manufactures du métier à tisser mécanique a les mêmes causes que la déqualification du typographe devant la composeuse IBM.

Ces ouvriers resteront excédentaires, en dépit des cas isolés ayant opérés un recyclage les transformant en auxiliaire de cette nouvelle génération de machines.

Cette explication que l'on retrouve mille fois dans les textes de Marx, à commencer par le "Capital", ne satisfait pas les innovateurs du marxisme que sont les épigones dégénérés d'un Trotsky qui palirait lui-même devant tant de bêtises. En effet l'amélioration de la formation professionnelle, ainsi que le recyclage et la formation permanente sont représentés comme des formidables moyens de "lutte" contre le chômage. Les places de travail - dans cette optique - existeraient donc, mais par la mauvaise volonté patronale, resteraient vides faute de trouver la main d'oeuvre qualifiée! Si l'on suit ce raisonnement jusqu'au bout, il faut admettre alors que la crise capitaliste produisant une armée de réserve de chômeurs toujours plus grande est produite par le crétinisme patronal toujours plus profond en matière de formation! Voilà une conclusion à peine caricaturale et bravant avec audace la ténacité des faits que l'on retire de cet axiome absurde: "Plus de formation = moins de chômage"!

Nous n'allons, bien sûr, pas nier que tel ou tel ouvrier ne puisse pas retrouver un travail par un recyclage professionnel. Dans un tel cas individuel ou de petits groupes, nous réclamerons que la formation soit assurée sans baisse de salaire et tous frais payés par les patrons ou l'Etat, mais de tels cas d'espèces, apparaissant en dehors de tout mouvement collectif ne peuvent être élevés au rang de règle

de conduite générale du prolétariat pour sa défense contre les licenciements.

Pour combattre les conséquences de la formation au rabais, qu'implique une division technique du travail toujours plus poussée et l'apparition d'une nouvelle génération de machines effectuant un travail plus complexe, il ne s'agit pas de réclamer une formation identique pour tous. La formation serait-elle la même, que le capital pratiquerait, de fait une division des tâches entraînant à terme une division entre travailleurs de même formation. Ce combat doit se porter sur les causes réelles de la division entre ouvriers. Il faut donc lutter pour des conditions de travail et de salaire identiques pour tous quelle que soit la formation, la qualification réelle ou la fonction.

C'est cette même volonté de défendre les conditions de l'unité de la classe ouvrière qui doit aussi guider les rapports que l'on désire établir entre les jeunes travailleurs sortant de la scolarité et leurs aînés. En cloisonnant ces jeunes travailleurs dans des centres d'apprentissage, non seulement l'initiative coupe la liaison physique entre jeunes et vieux, mais encore retarde l'instant où ils se sentiront appartenir à une seule et unique classe en prolongeant leur appartenance à une "école".

Quand à la prétention du PSO d'élever le niveau de la lutte des jeunes travailleurs en rehaussant leur niveau culturel et professionnel moyen, elle ne mériterait même pas qu'on s'y arrête tant elle se distingue par son ridicule. Mais ce ridicule est bien celui des petits-bourgeois de la gauche bien pensante, qui estiment que l'ouvrier doit son apathie sociale à son manque de goût pour la "culture", la lecture et l'instruction. S'il avait ces goûts-là, il se rendrait compte de son exploitation et il se révolterait!! Voilà bien le résultat, toujours vivant, des théorisations soixantuitardes, qui consistent à croire que la révolte du prolétaire est fonction de la connaissance théorique qu'il a de son exploitation et non des poussées matérielles que peuvent être le licenciement, le chômage, la dégradation des conditions de vie, l'insécurité permanente.

Soyons sérieux, messieurs les élitaires, ce n'est pas dans les livres que l'ouvrier apprend la réalité de son exploitation, C'EST A L'USINE QU'IL LA VIT, FUT-IL ANALPHABETE!

Ce que la crise nous donne comme exemple aujourd'hui, c'est plu-

(suite en page 4)

ciement l'image réduite de leur front de classe dans la lutte insurrectionnelle. Ce que le prolétaire retirera comme leçon de cette expérience réduite c'est qu'il ne peut affronter efficacement le capital qu'en dépassant les intérêts catégoriels, ceux des jeunes ou des vieux, des nationaux ou des immigrés, des chargés de famille ou des célibataires, des qualifiés ou des non-qualifiés, pour n'agir qu'en fonction des intérêts communs à tous. Ces intérêts communs sont ceux qui se dégagent de l'appartenance à une même classe exploitée par le capital selon le même système du salariat.

C'est sans aucun doute le grand enseignement et la grande confirmation du socialisme scientifique que nous apportent les luttes en Pologne. Elles ont en effet démontré que l'organisation centralisée et unitaire du prolétariat est le fruit de multiples expériences partielles mais TOUTES ORIENTÉES par le besoin matériel de l'unité ouvrière dans l'affrontement direct et par celui de l'extension des luttes au delà des frontières locales pour renforcer cette unité (voir notre compte rendu de la RP).

Il existe un lien dialectique entre la lutte immédiate que mènent les ouvriers contre leur patron et la lutte révolutionnaire. De cette relation, seule l'avant-garde communiste en est consciente; son devoir et sa responsabilité sont donc de ne jamais perdre de vue que l'orientation de la lutte immédiate et ses méthodes, sont un gage pris sur l'avenir du mouvement.

Ceux qui aujourd'hui cherchent des solutions intermédiaires à la lutte sont les mêmes qui demain chercheront des solutions intermédiaires à la révolution en s'appuyant sur l'illusion

de pouvoir changer de société sans rupture brutale avec l'ancien ordre social mais par un processus plus graduel modifiant pierre par pierre l'édifice de l'Etat bourgeois. Il existerait donc aujourd'hui dans les conditions mêmes de la production capitaliste, certaines conquêtes ouvrières à arracher pour GARANTIR SANS LUTTE la pérennité des conditions d'existence. Ces conquêtes seraient à faire sur le cadre juridique, professionnel ou économique de l'Etat; elles pourraient ainsi par une meilleure législation ou par telle ou telle réforme, épargner à la classe ouvrière cette lutte constante qu'elle doit mener contre le capital pour défendre son existence.

Les différentes composantes de la gauche (PS, PdT, FOCH, PSA, PSO...) nous offrent mille exemples aberrants de ces illusions. Ce qu'il y a de dangereux aux recettes proposées par cette armada de pacotille, c'est qu'elles entravent le développement de la lutte sur un terrain de classe en l'orientant sur un terrain qui n'offre comme perspective que l'intervention étatique, illusoire garantie du maintien des acquis. Il s'agit au travers de la lutte, dont les résultats n'apporteront au mieux qu'un répit aux ouvriers, de démontrer que le capitalisme, quel qu'en soit son mode particulier de gestion (à l'américaine, à la russe ou à la yougoslave) et quel qu'en soit la superstructure politique (démocratique à la yougoslave) ou sa forme (libérale ou autoritaire), ne peut se développer autrement que par saccades incontrôlées avec comme terme de chaque phase de son cycle la guerre impérialiste, et donc ni garantir les conditions d'existence ni apporter satisfaction aux besoins réels de l'espèce humaine. Le capitalisme n'est donc pas à contrôler ou à réformer mais à détruire.

de nouveaux créneaux). Nous avons vu qu'une telle méthode d'orientation de la production sortait tout droit des modes traditionnels de la guerre commerciale capitaliste. Essayons d'imaginer de manière simple qu'elles seront les conditions qui définiront la production dans une société sans salariat et sans classe pour laquelle le prolétariat doit se battre. Restons donc sur l'exemple de la production de montres, d'horloges, de pendules, etc... La première question que se posera l'administration de la société (composée de tous les producteurs) est de savoir si le besoin de mesurer le temps est un besoin fondamental pour la société? Si oui, est ce que ce besoin est satisfait pour chaque individu? Si non, il faut continuer à produire des montres avec l'appareil productif existant (et non pas diversifier). Si oui, il est possible alors d'utiliser une partie de l'appareil de production à la satisfaction d'autres besoins que la mesure du temps.

Peut être aussi existe-t-il un besoin plus vital et plus urgent à satisfaire que la mesure du temps? A ce moment-là, orientons la production vers cet objectif prioritaire!

Le critère sera donc les besoins et non par le marché. Mais cette société - qui est le COMMUNISME - ne peut être contruite sans détruire radicalement les fondements de la société capitaliste. Et ce n'est que dans cette société que les producteurs (autrefois travailleurs exploités par le capital) pourront apporter des solutions réellement positives et réalistes à l'orientation de la production en fonction des intérêts de la communauté humaine.

(1) Si l'on prenait l'exemple de la métallurgie genevoise, il serait tout aussi frappant d'ailleurs. L'opportunisme ne cesse d'appeler le canton à "sauver l'économie genevoise" Le CCCL (certe pour la création d'un centre léningrad), lui a au moins l'honnêteté d'établir crûment ses âneries dans un tract intitulé "tout licenciement est évita-

"pement à long terme. Le rapport sur ce problème du délégué aux questions conjoncturelles, W. Zurcher, fait concrètement référence à diverses possibilités de diversification qui doivent aujourd'hui (soit par nous) être sérieusement examinées".

A la lecture de ce document carpette, on se rend compte combien le PSO, qui portait le nom redoutable de LMR auparavant, a évolué. Si autrefois de tels mots d'ordre étaient pour le PSO justifiés par leur caractère transitoire, aujourd'hui ils ont même perdu ce caractère. Ils sont devenus des solutions réalistes à la résolution de la crise capitaliste par le capital et son Etat aux-mêmes!

De fait le PSO ne fait plus usage de la revendication de nationalisation comme objectif transitoire, mais gageons que ses idéologues sont assez peu scrupuleux pour lui attribuer encore un caractère transitoire, par quelques pirouettes intellectuelles, pour se justifier de leurs racines trotskystes!

Un jour la classe ouvrière sera portée à gérer la production, c'est certain! Mais elle ne le fera que dans un monde où elle aura détruit la domination du capital. Ce monde ne connaîtra plus alors ni capital, ni salaire. L'objectif de la production ne sera donc pas le profit mais la satisfaction des besoins de l'homme. Sans capital, donc sans l'existence de cet équivalent général qu'est la monnaie, il sera alors possible de faire coexister sur un même territoire deux fabriques produisant le même objet pour le même besoin et ayant une productivité du travail différente. La production ne sera plus prisonnière des niveaux de productivité du travail qui déterminent la valeur marchande des objets fabriqués, car ce ne seront plus des marchandises qui seront produites.

Les petits-bourgeois nous présentent la diversification de la production comme la réponse "ouvrière" positive à la crise horlogère (les marketing managers appellent cela l'exploitation

ble!" (tout un programme déjà) et distribué devant les entreprises genevoises on peut y lire: Tout capital veut son "quota de profit; pour lui aucune considération n'entre en ligne de compte. Pourtant c'est évident (sic) même sous le capitalisme des solutions existent: diversifier la production;

"prévoir sa réorientation suffisamment tôt..." (souligné par nous). Si le contrôle de la production humaine est possible sous le capitalisme on comprend mal pourquoi ces messieurs créent un cercle "léniniste" pour causer de la révolution qui imposera un autre mode de production ???

Formation...

(suite de la page 3)

tôt le contraire. Plus elle dégrade les conditions d'existence des ouvriers, moins les jeunes placent leurs idéaux dans la formation et le travail, sachant qu'au bout du compte il y a le purgatoire du chômage, plus la révolte gronde et éclate!

Monsieur Blanc Cassis pense aussi que les jeunes prolos de Zürich seraient mieux à l'école que dans la rue!

1) Dans un fascicule du PSO intitulé "Documentation-Projet d'initiative populaire fédérale pour

le droit à une formation professionnelle complète", on peut lire page 14:

"Le maintien de ces divisions, entre autre au moyen de la formation professionnelle, représente un obstacle important pour le mouvement ouvrier. En effet, la plupart des femmes et des immigrés, relégués dans les catégories salariales les plus basses et donc difficiles à intégrer dans une défense syndicale (sic!), peuvent être utilisés par les patrons comme masse de manoeuvre. La formation professionnelle est donc une des armes importantes qu'utilise la bourgeoisie pour affaiblir structurellement le mouvement ouvrier et pour l'empêcher de s'unir."

Incredible mais vrai!

INITIATIVE CONTRE LES LICENCIEMENTS

L'initiative des syndicats chrétiens, "pour la protection contre les licenciements" (1), déposée à la Chancellerie en octobre passé, fait partie de tout ce cordon sanitaire que l'opportunisme dispose autour de l'Etat et des patrons pour leur épargner les affres de la lutte de classe.

Cette initiative veut inscrire dans la loi fédérale, certains articles visant à "protéger" les travailleurs des licenciements. Que demande-t-elle?

- 1) Une motivation par écrit du licenciement si le travailleur le demande.
- 2) Une meilleure protection juridique pour les licenciements injustifiés notamment ceux opérés "à la suite de l'exercice de ces droits fondamentaux" (à savoir liberté d'opinion, d'association, ...).
- 3) Extension à 6 mois de l'interdiction de licencier un travailleur malade ou accidenté et interdiction de licencier une femme pendant sa grossesse et durant les dix semaines suivant l'accouchement.
- 4) Et enfin un arsenal juridique complémentaire pour permettre à la justice de s'occuper des licenciements collectifs.

Reprenons donc ces différents points.

Tout d'abord, cette simple formalité bureaucratique exigée au point 1, ne peut évidemment faire naître aucune protection pour les travailleurs, et ne peut pas être considéré comme un préalable nécessaire au déclenchement d'une lutte collective pour la défense contre les licenciements. Mais pour la CSC, qui n'a d'autre vision de la défense contre les licenciements que le débat démocratique entre les partenaires sociaux dans le cadre austère d'un tribunal, cette mesure revêt une grande importance. Que peut faire d'autre en effet, un bonze syndical dont la vision de la "lutte" s'arrête aux tables de la loi bourgeoise, que de valoriser son action aux yeux du prolétariat en s'appuyant sur l'illusion de modeler cette loi pour en faire un fer de lance contre la bourgeoisie elle-même.

Il est parfois nécessaire pour les travailleurs licenciés, en l'absence de tout mouvement de solidarité, de forcer un patron à donner une motivation économique aux licenciements, afin que la caisse de chômage verse ses allocations. Mais ce cas, où l'on demande que le licenciement soit formulé par écrit, intervient justement là où, faute de rapport de force, il ne peut qu'être subi par le travailleur. Cette formulation n'intervient pas comme protection possible contre le licenciement mais comme son acception par le travailleur. Dans le cas où le licenciement est provoqué pour ce que le Code des Obligations

appelle "juste motif" (indiscipline, agitation syndicale, ...), la formulation par écrit ou non ne représente pas plus une protection contre le licenciement.

Le bouclier légal évoqué au point 2 pour protéger le travailleur d'avant-garde organisant ses camarades de travail pour leur défense contre le patron ne vaut donc pas plus que toute autre protection juridique! Sans rapport de force réel entre les ouvriers contre les patrons un texte de lois s'interprète d'abord en fonction des intérêts de ces derniers.

Il est d'ailleurs précisé dans l'initiative que tous les licenciements ne sont pas condamnables, il y a les "injustifiés" - en somme généralement des cas individuels - et les licenciements qui correspondent "à des intérêts légitimes de l'employeur" (sic) - en somme tous les licenciements collectifs économiques, soit le gros des licenciements. Voilà qui dégonfle déjà sérieusement l'importance du soi-disant bouleversement qu'apporterait cette initiative dans la lutte contre les licenciements!

Quant aux revendications posées au point 3, légitimes en soi, elles montrent bien la répulsion de toujours, des directions syndicales d'organiser le mouvement de classe pour les imposer par la lutte ouverte avec le capital et l'Etat, ou en l'absence totale de mouvement comme aujourd'hui, de poser les bases pour préparer le terrain à cet affrontement. Mais ce n'est pas en préconisant maintenant des méthodes illusoire comme l'initiative que les prolétaires tendront à s'organiser sur un terrain de classe - fût-ce des petits groupes d'ouvriers combattifs.

Se substituer à la lutte par la loi, voilà la règle d'or de l'opportunisme que l'on retrouve dans le dernier point concernant le traitement des licenciements collectifs au tribunal, méthode classique afin d'éviter la lutte directe.

Ce n'est donc pas la peine, Messieurs, de réclamer la mansuétude bourgeoise pour les meneurs de grève puisque vous ne voulez pas que les ouvriers s'approprient de cette arme pour défendre leurs intérêts!

On découvre tout le sens de cette initiative, proche cousine d'autres initiatives du même type, celle sur les prud'hommes notamment. En cas de licenciement, et devant les risques pour l'ordre de la paix du travail que représenterait une explosion sauvage de lutte, la bonserie syndicale ne se trouve pas encore assez de moyens pour étouffer le foyer en agitant contre les grèves irresponsables la carotte d'une solution n'exigeant aucun des sacrifices matériels de la lutte. Et ces carottes se sont justement les tribunaux arbitraux, les négociations, et tout un arsenal juridique pour soutenir et donner de la matière à toutes ces palabres stériles!

POUR DES REVENDICATIONS UNITAIRES

Il n'y a pas que des revendications d'ordre politiques du type "nationalisation de l'horlogerie", "relance de la métallurgie genevoise" ou de "l'économie nationale", "pour une meilleure formation professionnelle", etc... qui sont des facteurs de désorientation du mouvement de luttes. A cette force de désorientation vient s'ajouter un facteur de désorientation immédiat. Ce facteur consiste dans le type même de revendications de lutte et d'objectifs concrets que se donnent les prolétaires ou qui leurs sont imposés.

Face aux patrons comme face à l'Etat, il n'existe pas mille sortes de moyens de lutte pour défendre ses intérêts. Par contre, il existe mille fois plus de moyens pour les patrons de s'en prendre aux conditions d'existence des ouvriers et d'affaiblir leur classe. Toute la société est faite pour que les intérêts du capital soient blindés contre les coups de la classe exploitée. Toutes les structures de l'Etat, toutes ses lois se dressent contre les prolétaires; les patrons, leurs partis politiques, déchirés par leurs intérêts personnels ou de groupes, se retrouvent unanimes contre la classe ouvrière dès que s'évanouit la paix sociale.

Face à cette homogénéité de la classe capitaliste, les prolétaires ne peuvent opposer que leur propre homogénéité dans un FRONT DE CLASSE. Ce front ne peut se construire que si les prolétaires s'affrontent au capital avec les méthodes de la lutte de classe et de plus si leurs revendications n'offrent aucune prise à LA DIVISION!

En effet pour saper toute lutte ouvrière l'arme principale du capital consiste à OUVRIRE DES BRECHES DANS L'UNITÉ DU MOUVEMENT. Pour cela il compte bien sur ses alliés que sont les directions syndicales liées à la paix du travail. Leur fonction est d'agir contre les conditions nécessaires à l'unité et au front ouvrier. Leurs moyens consistent à établir un catalogue de "revendications" non pas UNITAIRES mais DIFFERENCIÉES pour chaque catégorie, et de manière générale à entretenir un esprit individualiste DANS LA CLASSE. Sans vouloir en dresser un tableau exhaustif voici les armes de la division:

- LA PRERETRAITE: la première catégorie que patrons et bonzes syndicaux essaient de désolidariser du reste de leurs camarades sont les vieux travailleurs. On leur fait miroiter les bienfaits de la retraite - la pêche, le jardin et le coup de rouge de 11h00 - en oubliant sciemment de leur dire comment ils parviendront financièrement jusqu'à l'âge de la retraite légale!

- LES IMMIGRES: il y a d'abord les frontaliers. Ceux-là n'ont aucune chance de voir défendre leurs intérêts par un syndicat national-chauvin défendant en priorité la place des suisses. La FTMH, notamment dans l'industrie horlogère, c'est fait la championne de la chasse aux frontaliers. La solidarité la plus élémentaire - quelque soit la nationalité - se trouve donc brisée. Cet état d'esprit chauvin fait des ravages dans l'unité ouvrière. Envers les autres travailleurs étrangers possesseurs d'un permis de travail annuel ou de séjour, l'attitude patronale peut être variable. Mais la tendance générale du patronat n'est pas de licencier d'abord les étrangers mais d'abord les MOINS PRODUCTIFS car ce qui compte pour lui ce n'est pas de faire acte de civisme - le civisme n'a jamais sauvé de la faillite - mais d'augmenter la productivité. Pour cela, suisses ou

étrangers, il garde les plus disciplinés au travail. Les travailleurs suisses qui devant les menaces de licenciements haussent les épaules en disant "eux d'abord de toute façon" sont bien désenchantés de voir si peu de reconnaissance patriotique de leur patron lorsqu'il passe à l'action en vidant sans tenir compte des nationalités! C'est cela aussi les fruits du chauvinisme!

- LA FORMATION, LE RECYCLAGE: autre méthode pour enfoncer un coin dans l'unité, les promesses de reclassement faites à certains dans un autre métier là aussi pas d'illusion à avoir, même si emploi il y a à la clé, - la crise étant générale - les heureux élus se retrouveront tôt ou tard face à de nouveaux problèmes de reconstruction d'entreprises. Qu'ils ne s'imaginent pas alors s'en tirer en embrassant une troisième profession!!!

- LA QUALIFICATION: nous l'avons vu avec l'initiative pour la formation professionnelle, la haute qualification n'est pas un gage d'assurance d'emploi, car en cherchant à être plus concurrentiel le capital réduit toujours plus la complexité du travail en faisant faire - beaucoup plus vite - par la machine ce que le travailleur faisait auparavant. En laissant planer de telles théories, directions syndicales et organisations politiques réformistes exploitent un facteur supplémentaire de division.

- L'ANCIENNETÉ: pour les mêmes raisons de productivité, l'ancienneté n'est pas une garantie contre les licenciements malgré ce qu'en pensent les vieux travailleurs se sentant appartenir à l'usine comme à une famille. Au contraire ce sont les plus anciens, dont la vitalité physique s'est émoussée avec l'âge, qui font les premiers frais des licenciements.

- LES DEPLACEMENTS DE REGION: aux Charmilles on a eu un exemple frappant des divisions que provoquent les "plans sociaux" négociés par la FTMH et les patrons.

Dans ce plan social les patrons accordaient des facilités matérielles à ceux qui étaient d'accord de se déplacer à Vevey. Une telle possibilité ne peut être offerte qu'à une partie des ouvriers (célibataires entre autre) et divise une fois de plus leurs rangs.

Face à toute cette exploitation divisions réelles de la classe pour empêcher le développement de luttes unitaires, les travailleurs les plus conscients doivent opposer les principes, les méthodes et les revendications de classe.

- Non aux divisions des "plans sociaux":

- Unité dans le combat - Unité des revendications:

- La seule garantie de notre force c'est notre unité!

Le chômage est une condition d'existence du capital. Il est donc illusoire de penser le combattre par une meilleure protection juridique du travailleur. Les travailleurs des pays limitrophes sont tous au bénéfice d'une meilleure législation, et cette situation est d'ailleurs portée aux nues par la CSC. Mais les millions de chômeurs qui forment l'armée de réserve des capitulaires nationaux respectifs, relaient comme aucune autre démonstration, la portée réelle du droit!

Dans le système d'exploitation capitaliste, le travailleur ne peut avoir aucune garantie d'em-

ploi. A la lutte contre les licenciements doit donc se fonder la lutte pour le maintien des conditions de vie des chômeurs.

Revendiquer le salaire intégral à tout les chômeurs, y compris ceux dont le patron arrache une "démission" sous la pression matérielle et psychique, et quel que soit le motif, "juste" ou "économique", que ce motif soit écrit ou non, voilà le chemin revendicatif à suivre!

(1) voir aussi notre article du "supplément au prolétaire pour la Suisse" No 21 du 15 avril-15 juin 1980.

LES LICENCIEMENTS NE SONT PAS UN MYTHE

Les licenciements

Dans la liste ci-dessous, les chiffres indiqués correspondent à des licenciements déjà effectués, en cours, ou prévus dans le courant de l'année.

HORLOGERIE :

EBAUCHE S.A., Neuchâtel	1170
A. MICHEL S.A., Granges	40
FNR-NIVAROX S.A., Bienne	55
ORIS WATCH CO S.A., Hölstein	200
ROCHAT Fres S.A., Vallée de Joux	140
L'ASUAG a licencié 788 personnes en 1981. Elle prévoit pour cette année 1660 autres victimes.	
BULOVA Watch, Bienne	450
BAUMGARTNER Fres S.A., Granges	200
GENERAL RESSORT S.A., Bienne	50
GENERALE Molding, Délémont	50
REGLATRONIC S.A., Stabio	40

L'industrie horlogère suisse (personnel d'entreprises et travailleurs à domicile compris) occupait en 70, 89400 personnes. En 80 elle n'en occupait plus que 47000. Pendant le même période le nombre de montres et de mouvements exportés s'est accru de 14% et la valeur des exportations de 30%. L'augmentation de la productivité a ainsi nécessité l'éjection de 45 000 personnes.

Dans les autres secteurs

SAURER S.A., Arbon	1000
SANDOZ S.A., Bâle	900
ALUSUISSE, Zurich	650
ROCHE, Bâle	500
TUROTEX, Lichtensteig	400
CHARMILLES, Genève	300
TEXTILMASCHINENFABRIK, Rütli	300
IRIL S.A., Renens	200
THERMOPAL, Leibstadt	170
AGIE, Losone	150
HISPANO-OERLIKON, Genève	140
VIDELEC, Lenzbourg	140
MIGROS, Zurich	130
HAUSAMANN & MOOS, Weislingen	120
IMPRIMERIE FEDERATIVE, Berne	120
MONTEFORRO S.A., Bodio	100
LOOP, Zurich	95
DIAMOND S.A., Nyon	90
BELAG ELEMENTBAU S.A., Rümlang	80
SIM A.A., Morges	70
BOULAZ S.A., Lausanne	65
HERMES-PRECISA, Yverdon	60
HESS S.A., Anriswil	60
LUSSO-ELDOXADO	50

Cette liste n'est pas complète. Elle se base sur des chiffres publiés dans la presse et ne tient pas compte des licenciements inférieurs à la quarantaine. Elle donne néanmoins une idée de l'ampleur de la vague à venir.

Le chômage partiel

ASUAG	5000
TORNOS-BECHLER, Moutier	1800
HERMES-PRECISA, Yverdon	1500
AGIE, Losone	1000
Recensement officiel à Genève	1900
(SPI, 420; CHARMILLES, 600)	
PORTESCAP, La Chaux-de-Fonds	750
SULZER S.A., Winterthur	670
SCHLATTER, Schlieren	600
SELVE, Thoune	500
SAURER, Arbon	460
ALUMINIUM S.A., Menziken	400
SODECO-SAIA S.A., Fribourg	400
ESCHER WYSS, Zurich	300
HUBER-SUHRER S.A., Pfäffikon	230
HESS S.A., Anriswil	170
GEORG FISCHER S.A., Schaff	
Schaffhonnat	140
REGLATRONIC S.A., Stabio	120

L'OFIAMT enregistrait en Janvier 22 227 chômeurs partiels et 669 entreprises touchées.

Patrons et licenciements

Dans beaucoup d'entreprises, les licenciements sont masqués par des méthodes classiques comme la mise à la retraite anticipée, le non remplacement des postes laissés vacants, l'engagement pour un certain temps de temporaires. A cela s'ajoute les travailleurs à domicile, rattachés à une entreprise mais non comptabilisés. Ces méthodes permettent de diminuer le nombre de licenciés officiellement annoncés.

COMMENT LICENCIE-T-ON ?

De manière générale, le chômage partiel est d'abord introduit. Si cette mesure se révèle insuffisante le patronat procède à des licenciements. Ces derniers sont effectués par vagues successives. La première sert de test. Si elle ne rencontre aucune réaction de la part des ouvriers, suit une seconde beaucoup plus importante. Si toujours aucune riposte ne surgit alors peuvent s'opérer les suivantes.

Dans les licenciements, le patronat frappe d'abord les catégories les plus faibles, comme les femmes et les étrangers. Dans les régions frontalières, comme Genève, Vaud, Neuchâtel, Jura, Bâle, Tessin sont les frontaliers qui sont les plus durement frappés. Or, ils ne figurent pas dans les statistiques officielles !!! Au Tessin, ils représentent 48% des travailleurs de l'industrie. L'usine REGLATRONIC à Stabio a licencié 40 personnes, toutes frontalières. Dans la Vallée de Joux, des 140 licenciés de l'entreprise ROCHAT, 95 sont frontaliers.

Syndicats et licenciements

Les syndicats et les licenciements dans la métallurgie genevoise.

Depuis le début de l'année, les directions syndicales, qui trouvent appui sur des commissions d'entreprises vendues au patronat, n'ont pas cessé de brandir avec beaucoup d'agitation des semblants de "menaces" bien inoffensives pour les patrons. En effet, le travail de la FTMH a jusqu'à présent été d'éviter que s'organise une riposte ouvrière usant de l'arme de la grève.

LE RESPECT DES LOIS

A l'annonce des licenciements chez HISPANO-OERLIKON (H.O) la FTMH s'indignait des méthodes employées par la direction du groupe BUEHRLE auquel est rattaché l'entreprise. Indignations similaires à celles d'une jeune fille effarouchée par les propos brutaux d'un marchand de canons. Pour la FTMH ces licenciements sont illégaux car ils ne sont pas conformes avec la législation cantonale. Par cette attitude, le syndicat montre combien il est soucieux du respect des lois. Par ces violations répétées le patronat ne risque-t-il pas d'ébranler la paix du travail ? !!! Heureusement pour lui, la FTMH, en bon vieux partenaire veille ! Ce pilier de la paix sociale qu'est le syndicat la paix sociale qu'est le syndicat aurait voulu être averti à l'avance ! La chose est simple à comprendre. La FTMH, comme tout syndicat signataire de la paix du travail, redoute que des méthodes patronales trop autoritaires ne poussent les ouvriers à réagir avec autant de force que les patrons. De telles situations seraient propices à favoriser la lutte PAR LA GREVE et re-

mettrait en cause la paix sociale. C'est pourquoi les conventions collectives prévoient une clause obligeant les patrons à tenir au courant, à l'avance, syndicats et Etat, des mesures de licenciements à venir. Ainsi les directions syndicales ont tout le temps nécessaire de préparer le terrain aux négociations pour marchander les licenciements, sapant ainsi toute riposte de classe.

Aux Charmilles, les patrons, plus respectueux des démarches administratives ont suivi la procédure conventionnel d'information préalable. La FTMH admet donc et cautionne les licenciements.

LES PRINCIPES DE LA FTMH

La FTMH qui posait comme principe l'annulation des licenciements à H.O comme préalable aux négociations s'est retrouvée autour du tapis vert le 5 février au Buffet de la Gare et le 11 du même mois à Berne. Cela démontre la valeur des principes de ce syndicat. Commentant la rencontre du 5 février la Tribune de Genève notait : "... que seule une volonté commune de ne pas créer une situation irréparable a évité une rupture pure et simple des négociations".

Le Journal de Genève notait quant à lui sur la séance du 11 : "la suspension des licenciements était, semble-t-il, la seule mesure que les syndicats étaient en mesure d'attendre d'une telle rencontre, même si la FTMH avait demandé aussitôt l'annulation pure et simple de la mesure". Travailleurs ! Le syndicat vous a roulé ! Il vous a trahi une nouvelle fois de plus !

Syndicats et plans sociaux

Les partenaires sociaux ont convenu de reporter à la fin juin la quarantaine de licenciements prévus préalablement. Les prostitués syndicaux vont mettre à profit cette période pour négocier un PLAN SOCIAL de réinsertion. Aux Charmilles, la FTMH a déjà montré ce que signifiait les plans sociaux : ils divisent les ouvriers en renforçant leurs différences.

Schmid, secrétaire de la FTMH, déclarait un jour avant la rencontre du 5 février : "Nos partenaires entendent discuter avec nous d'un plan social, c'est-à-dire de la réinsertion des licenciés, alors que pour notre part nous exigeons le retrait des licenciements en tant que préalables à toute discussion. La négociation risque bien d'être fort brève".

C'est ainsi que les vieux travailleurs sont mis au rebut de la retraite anticipée, avec baisse des revenus, que les célibataires sans attache locales rejoignent quelques miettes pour quitter la région, que les frontaliers sont priés d'aller se faire voir "chez eux", que les femmes sont convaincues de se consacrer entièrement à leur famille, que le licenciement de quelques uns sera différé de quelques mois.

Il est clair que les syndicats locaux concernés (FTMH, FCOM, SSES) n'ont pas une attitude particulièrement différente des autres sections nationales. Ils ne font que refléter une tendance du syndicalisme suisse et international empreinte de chauvinisme et de collaborationisme.

COMMANDEZ LA BROCHURE No 18 AUX "EDITIONS PROGRAMME" 12, RUE DU PONT 1003 LAUSANNE

le prolétaire

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

**Vive
la
lutte
des
ouvriers
polonais!**

No 18

6 F

CODE PENAL

(suite de la page 1)

de renforcement des organes de répression de l'Etat (PFS, KIS, accords internationaux, ...) Le mouvement des jeunes sert aujourd'hui à faire avaliser la révision du code pénal.

Que se soient les réactions du type terrorisme, ou celles des jeunes de Zürich faisant un jeu de l'affrontement avec les flics, elles sont indissolublement liées à la putréfaction d'une société de classe engendrant les affrontements sociaux lorsqu'elle n'est plus capable de maintenir un minimum de garanties au prolétariat. Moins le prolétariat est préparé et organisé pour se défendre, par la lutte directe et collective, contre cette société et plus dispersées et individuelles sont les révoltes des prolétaires. Ces révoltes, le prolétariat doit les comprendre comme la conséquence de son inorganisation et son absence totale sur le terrain de la lutte de classe. Elles sont pourtant le signe extérieur que mûrissent les conditions matérielles d'une reprise de la lutte de classe. En ce sens et par la haine de classe qui s'en dégage, elles ouvrent la brèche à la pesante atmosphère sociale de collaboration de classe, elles sont une bouffée d'oxygène.

La gauche, et particulièrement le PSS, l'USS, les juristes progressistes, le PST, en demandent l'écrasement par la force (voir encadré sur leurs déclarations)! Ce n'est pas contre ces révoltes qu'il faut lutter, mais avec pour les organiser et pour les orienter sur un terrain de classe, en les distanciant clairement des franges petites-bourgeoises qui gravitent autour et qui en dénaturent dans leurs mots d'ordre et leurs méthodes (le centre autonome par exemple)

le contenu réel, celui d'une révolte de jeunes prolétaires.

Cette révolte ne se manifeste pas seulement en groupe, comme à Zürich, mais aussi individuellement et quotidiennement dans ce que les bourgeois appellent la "petite-délinquance". Cette "petite-délinquance" est un autre justificatif à cette révision de code pénal et se trouve aussi être la cible des récriminations de la gauche. Elle n'est pourtant elle aussi que le reflet de cette insécurité grandissante dans laquelle s'installe le prolétariat et que la jeunesse ressent d'autant plus qu'elle n'est pas associée par la haute conjoncture des années soixantes (où les mouvements de jeunes lançaient la fleur plus volontiers que le pavé).

Le chômage comme perspective, l'école, le logement, etc... tout pousse à la révolte un jeune prolétaire. En l'absence de mouvement de classe organisé - et la gauche en endosse l'entière responsabilité - cette révolte trouve un indispensable exutoire dans ce qui représente ou peut représenter une image de cette société bourgeoise d'ordre et de discipline.

Ces exutoires commencent par la révolte contre le père, ouvrier modèle et soumis depuis des années à l'usine, qui exige la même soumission de ses enfants, mais peuvent aussi se réaliser en crevant les pneus de la voiture du voisin qui se précipite pour appeler les flics chaque fois qu'il aperçoit un moins de 14 ans sur un vélomoteur, ou encore en provoquant en bande les flics le samedi soir.

La question que doivent se poser les prolétaires ce n'est pas comment endiguer cette révolte, mais bien, comment l'organiser sur le terrain de classe,

pour lutter à l'école contre l'abrutissement qu'on leur impose, pour lutter en apprentissage contre leurs mauvaises conditions de travail et de salaire, pour lutter à l'armée contre l'embrièvement patriotique.

Pourtant ce que les organisations qui ont lancé ces référendums contre la révision du code pénal reprochent à cette révision, ce n'est pas de donner les moyens à l'Etat de mater cette révolte, car sur ce point elles sont d'accord avec Fürgler, mais que ces moyens risquent d'être mis en oeuvre aussi contre elles dont le rôle est pourtant de canaliser cette révolte dans les méandres de la collaboration de classe, du respect des institutions, de la paix du travail, etc...

Il est significatif de constater que dans "Domaine public" no 633 (PS) les exemples décrits d'"abus" de la police lors de manifestations, ne concerne pas son intervention contre des casseurs de vitrine ou contre des bâtisseurs de barricades, mais contre un employé de banque passant à côté d'un groupe de manifestant, un journaliste du "Volksrecht" (PS) et une équipe de la TV surpris à proximité de ces groupes "activistes". Que les flics répriment les "incontrôlés", d'accord, mais sans bavures s'il vous plaît : voilà le fond de la pensée des référendaires, voilà pourquoi les prolétaires ne peuvent s'associer à leur entreprise.

La révision du code pénal veut frapper plus fort toutes réactions contre l'ordre de la société, surtout celles qui sont de nature sociale, mais elle est aussi une arme redoutable contre toute organisation politique ou syndicale ouvrière. Si les partis ou syndicats réformistes n'ont rien

à craindre de ce nouveau code en tant que garant de la paix sociale, les organisations existantes ou futures qui tentent d'arracher la classe ouvrière à l'atmosphère générale de paix sociale et d'organiser la révolte des jeunes prolétaires, sont par contre les premières visées.

Le simple appel à l'insurrection, à la destruction violente de l'Etat bourgeois dans une assemblée publique devient "incitation à la violence contre les personnes et les biens" et donc passible de prison. Si aujourd'hui en Suisse, en l'absence de toute crise sociale réelle, l'Etat montrera peut-être une certaine souplesse dans l'application de l'article 259, il est certain que le mouvement social s'accroît (à l'extérieur comme à l'intérieur des frontières), il l'appliquera avec toujours plus de rigueur et de systématique. Et d'ici là il aura sans doute été amendé pour élargir toujours plus son champ d'application.

Ce sont donc aussi des droits élémentaires, comme le droit de réunion, de presse, d'expression et d'association qui sont visés par la révision. Mais si les prolétaires doivent se battre contre l'attaque sur ces droits indispensables pour assurer de meilleures conditions au développement de leurs luttes et de son organisation, ils doivent aussi démasquer les démocrates de gauche de tout acabit. A l'Etat bourgeois, ces petits-bourgeois, réclament le respect de ces principes démocratiques formels, mais ils exigent aussi la soumission des prolétaires à cette forme démocratique de l'Etat bourgeois. Tout ce qui est critique d'un "mauvais" fonctionnement de ce

INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES ET EMPLOI

L'exemple horloger

Afin de lutter contre les conséquences sur l'emploi dues à l'introduction de nouvelles technologies, le 29 novembre 75, un "Accord sur la politique de l'emploi" était signé entre le patronat horloger et la FTMH. L'emploi dans l'horlogerie est passé entre 1970 et 1980 de 89.000 à 47.000 soit 45.000 suppressions d'emploi (50% des effectifs de 70). Même si l'accord est intervenu au milieu de cette période, on ne peut pas dire qu'il ait eu beaucoup d'effet.

Voyons en détail les articles :

"1. Soucieuses (les associations patronales et syndicales, NDR)

1.1. de favoriser l'évolution technique ainsi que les changements structurels nécessaires au maintien d'une industrie horlogère compétitive...

1.2 d'atténuer dans la mesure du possible les conséquences négatives..., il ne sera procédé à aucun licenciement avant que l'employeur ait offert aux travailleurs... les possibilités de se réadapter à d'autres emplois disponibles, ou nouveaux postes de travail. De surcroît les parties contractantes examineront la possibilité d'organiser... des cours de réadaptation professionnelle. Les parties contractantes s'engagent à faciliter le transfert

dans d'autres entreprises de la branche, le reclassement et la réadaptation dans d'autres professions..."

Indépendamment du fait que la FTMH se sent responsable de la compétitivité de l'industrie nationale, au nom de la sauvegarde de l'emploi, le slogan étant toujours "une industrie compétitive est la meilleure garantie de l'emploi" ce qui est archifaux puisque justement la compétitivité exige de réduire la main-d'oeuvre et d'augmenter la productivité, les promesses de reclassement sont purement démagogiques. D'abord d'une entreprise à l'autre dans la même branche parcequ'il s'agit d'une crise de la branche et donc concerne toutes les entreprises à la fois, ensuite dans d'autres professions car la région horlogère est précisément une région où les reconversions sont pratiquement inexistantes, l'horlogerie étant depuis 150 ans une spécialité hautement régionale.

A propos des licenciements nécessaires, voilà ce qu'en pensait en 75 M. Allenspach, directeur de l'Union Centrale des Associations Patronales Réunies, dans un article publié sous le titre "Politique de l'emploi en période de récession" :

"Il faut s'attendre à de nouveaux licenciements... Il n'est pas exclu

non plus que l'on vienne toujours davantage avec le temps à réduire les effectifs plutôt que les horaires..."

En raison de la stagnation et de la diminution mondiale de la demande... la concurrence est devenue plus âpre.

...Comment réduire les coûts par unité de manière que le prix du produit reste ou devienne concurrentiel ?

...Les entreprises dans lesquelles la part des salaires est élevée se trouvent placées devant l'alternative d'une diminution en termes absolus ou relatifs des frais de personnel...

Pour des raisons de concurrence, les entreprises sont obligées de tenir compte en priorité des prestations de leurs employés... en second lieu

seulement... on pourra tenir compte des facteurs extérieurs à l'entreprise, facteurs sociaux en relevant de la législation relative aux étrangers."

Devant cette implacable logique patronale qui cherche à relever le défi de la concurrence par les armes de la gestion la plus efficace, combien paraît misérablement inefficace l'article suivant :

"6. Lorsque les licenciements collectifs sont inévitables, les parties contractantes conviennent de tenir équitablement compte des critères sociaux qu'elles établiront en commun. Les cas sociaux seront examinés avec bienveillance".

L'histoire de ces dix dernières années dans l'industrie horlogère jurassienne montre que la logique patronale a largement surmonté la bienveillance.

Nous avons prévu un article de fond sur les innovations technologiques et leur répercussion sur l'emploi. Faute de place il ne nous a pas été possible de l'insérer dans ce numéro. Nous le publierons dans le prochain supplément suisse qui paraîtra cet automne.

formalisme démocratique est honorable à leurs yeux, mais tout ce qui est critique du système même de la démocratie - que la critique prenne ou non l'apparence d'un pavé dans la vitrine - mérite que le dédain et la répression policière. Leur seule crainte est que, de produit de l'augmentation de la violence, cet élargissement du champ d'application de la répression ne devienne lui-même un puissant facteur de désordre, créant un climat social difficilement apaisable par leur politique de respect des institutions et des méthodes de "lutte" démocratiques illusoire et stériles.

L'autre crainte de ces démocrates de gauche, c'est que l'Etat établit le contrat de confiance avec eux pour maintenir la paix sociale par l'intermédiaire de la politique de "partenaires sociaux" se respectant mutuellement, estimant leur rôle caduque, pour ne maintenir l'ordre que par la seule trique de l'Etat. Quelques coups épars ne manqueraient pas alors de les frapper à la tête.

Ce sont ces craintes qui les poussent à refuser la révision du code pénal, et non son contenu même. D'ailleurs ces messieurs

se sont abstenus lors de la votation aux chambres fédérales, pour marquer néanmoins leur accord sur le principe.

Lutter contre la révision du code pénal, ne doit pas être lutter contre les bavures possibles, ce doit être lutter contre le renforcement général de la répression d'Etat sur tout mouvement de révolte contre la société bourgeoise, qu'il soit collectif ou individuel, qu'il prenne un caractère politique, syndical ou simplement de rassemblement. Ce doit être de lutter contre les obstacles sur son propre terrain, celui de la lutte ouverte. Cette lutte doit prendre comme méthode, non pas les illusoire méthodes démocratiques de l'initiative, du référendum, de la pétition ou de l'interpellation parlementaire, mais bien celui de l'affrontement direct. Cette lutte commence aussi dans la solidarité active de la classe ouvrière envers les victimes de la répression bourgeoise, pour lesquels les démocrates n'ont que dégoût ou pire que compassion et apitoiement lorsqu'elles ne sont pas poètes, écrivains, juristes démocrates mais révoltés terrorisant les grands notables bourgeois ou jeunes chômeurs de l'univers des cités concentrationnaires.

Lecteur fais connaître notre presse en turc :

Enternasyonalist
Proleter

Enternasyonal Komünist Partisi



LES MODIFICATIONS DU CODE PENAL

Outre un renforcement des peines minimales pour acte de brigandage qui fait passer la peine à 2 ans, les articles modifiés dans le sens de multiplier les possibilités de répression de l'Etat sont les suivants :

Art. 145: Les dommages commis à la propriété seront désormais poursuivis d'office, une plainte pénale ne sera donc plus nécessaire pour poursuivre la personne qui aurait dans une manif, brisé une vitrine, sprayé un mur, etc..., ni pour les grévistes qui auraient - pour les besoins de la lutte - endommagé du matériel, etc...

Art. 259: Cet article demandait la poursuite judiciaire de toute personne incitant à la "provocation publique au crime". Une telle formulation était pour le juriste bourgeois trop étroite et laissait une échappatoire juridique aux travailleurs accusés de troubles à l'ordre public. Dorénavant cet article demande la poursuite judiciaire de toute personne pratiquant "l'incitation à la violence contre les personnes et les biens", formulation qui élargit le champ d'intervention de la répression aux mouvements sociaux et politiques. Il est d'ailleurs significatif que la commission chargée d'examiner le

projet du Conseil Fédéral était d'avis de préciser dans le code pénal par quels moyens l'Etat pouvait reconnaître l'incitation à la violence. Sa résolution déclarait donc que l'incitation à la violence était manifeste lorsqu'elle était exprimée publiquement, dans une réunion ou tout autre moyen propre à atteindre un grand nombre de personnes".

Art. 260: Selon le nouveau code, seraient passibles de poursuites les "actes préparatoires" à un délit, soit : "celui qui aura pris conformément à un plan, des mesures concrètes d'ordre technique ou d'organisation, dont la nature et l'ampleur font apparaître qu'il s'apprêtait à passer à l'exécution de l'un des actes suivants : meurtre, assassinat, lésions corporelles graves, brigandages, séquestration, enlèvement, prise d'otages, incendie intentionnel". L'ancien article ne punissait que le crime une fois exécuté. Se balader, un pavé en poche, dans une manif n'était pas répréhensible du point de vue pénal, avec le nouveau code la possession de ce pavé dans ces circonstances sera considéré comme acte préparatoire à des lésions corporelles sur la personne des flics cadrant et ceinturant la manif.

CE QU'ILS EN PENSENT ...

Commentaires du référendum de l'USS et du PSS:

" Le parlement a adopté de nouvelles mesures pour la lutte contre le terrorisme, la prise d'otages et le vol à main armée. C'est très bien."
" Le citoyen peut être surveillé et rendu responsable s'il prépare des actions, l'établissement de piquets de grève, des occupations d'usine". Ce n'est en tout cas pas l'USS qui encourage de telles actions ! De quoi se mêle-t-elle?

" Les organisateurs de manifestations syndicales ou autres pourront donc être enruyés(?) pour des dégâts causés par des tiers". Les sociaux-chauvins ont bien de la peine à admettre que leurs manifestations bidons, ordonnées et responsables, soient troublées par des éléments dont la révolte est sincère. Ces éléments il faut les chasser dans les bras des flics ne cessent-ils de répéter. Le seul problème c'est que dans la foule d'une manif disent-ils, ils risquent de passer aussi dans la rafle policière et ne peuvent admettre que eux, garants de l'ordre et de la paix sociale, soient frappés par une justice de classe qu'ils défendent.

Déclaration d'André Ghelfi (vice président de l'USS) :

" Nous condamnons le terrorisme, les prises d'otage et les actes de violence criminels. Ils doivent être combattus et réprimés. Mais nous nous opposons résolument à toute atteinte à la liberté d'opinion et de réunion et à toute répression de travailleurs luttant pour leurs droits". Lors de la grève de Matisa, les ouvriers n'exerçaient pas un droit, mais imposaient par leur lutte un rapport de force

aux patrons. C'est bien pour cela que Ghelfi combattit la grève et la condamna comme irresponsable, exactement comme il condamne d'irresponsables les jeunes révoltés de Zurich ou les militants anarchistes pour lesquels il demande aujourd'hui la répression. Aujourd'hui, il condamne le "terrorisme" de quelques uns, demain il condamnera le "terrorisme" de toute la classe ouvrière lorsque celle-ci - à l'image des ouvriers polonais - secouera par son mouvement l'Etat lui-même.

Quant au PdT, sa position est identique :

" Très clairement, il (le PdT) a dit OUI aux mesures antiterroristes, allant jusqu'à la constitution de corps et de brigades spéciaux, d'une police spécialisée pour les aéroports et les frontières, de contingents spéciaux pour la protection des conférences internationales et des représentation diplomatiques (...) Quand on pose la question : " La Berne fédérale en fait-elle trop? " il faut répondre : " elle le fait MAL !".

Les nationaux communistes ont toujours été les premiers à exiger de l'Etat qu'il se blinde contre ce qui les hantent autant les uns que les autres : le spectre de la révolution se manifestant par une recrudescence de la violence politique et sociale. Demander des flics en supplément à l'Etat, quel qu'en soit la raison, c'est forcément lui donner encore plus de moyens de réprimer demain la classe ouvrière!

Le POCH, par la déclaration de son représentant parlementaire Herczog, abonde dans le sens de la nécessité du renforcement policier contre la violence : " Dans la lutte contre la violence, cette révision ne nous sera d'aucun secours. En revanche elle limitera nos libertés".

GENEVE : nouvelle loi sur la police

A Genève aussi, la police renforce localement ses moyens de contrôle sur les individus par une nouvelle législation. La nouvelle loi sur la police devrait permettre d'appréhender tout individu ne portant pas de pièces d'identité sur lui, de lui prendre les empreintes digitales, de lui tirer un portrait et de le garder au poste le temps nécessaire(?) au contrôle de l'identité.

Les flics genevois se sont souvent distingués par leur violence, tant dans les manif, que pour déloger les squatters, que pour tirer les petits truands comme des lapins, ce nouvel arsenal juridique permet de couvrir un peu mieux encore leurs activités répressives.

Là aussi seule une riposte de classe s'impose.

LISEZ ET DIFFUSEZ !

" LE PROLETAIRE "
" PROGRAMME
COMMUNISTE "

VIENT DE PARAITRE
UNE BROCHURE
EN LANGUE POLONAISE

W Polsce tak samo
walka klasy
robotniczej

**programme
communiste**

SOMMAIRE DU NUMERO 87 :

- La guerre impérialiste et la lutte de classe frappent aux portes de l'Europe.
- Les populations immigrées en Grande-Bretagne.
- Le processus de formation des sections nationales de l'I.C. (2ème partie : le P.C.F.)
- Après l'assassinat de Sadate
- A propos de la révolution sandiniste.
- Dernière minute: l'état de siège en Pologne.

(72 pages, 7 €)

PAS DE PAIX SANS REVOLUTION

INVARIANCE DU COMMUNISME

Face aux montées des antagonismes internationaux attisés par la concurrence toujours plus vive que se livrent les capitaux sur les marchés, face à la formidable course aux armements que suscitent les tensions entre blocs impérialistes de l'Est et de l'Ouest, revient à l'ordre du jour la question : quelle attitude prolétarienne face à la guerre impérialiste en préparation. Alors que les bourgeois tentent de reconstruire une unité nationale effritée, alors que la petite-bourgeoisie démocratique ne jure que par les mots d'ordre de "PAIX" et "DESARMEMENT", il est nécessaire, puisque le monde capitaliste est déjà passé par deux guerres impérialistes en ce siècle, de rappeler la position invariante des révolutionnaires sur l'attitude jette du prolétariat face à la guerre impérialiste.

C'est pourquoi nous reproduisons ici quelques extraits des textes classiques que nous revendiquons dans leur totalité, sans émettre aucune réserve, aucun "oui mais..."

Les pacifistes d'aujourd'hui, qui ils sortent des rangs écologiques, comme des rangs de la sociale-démocratie ou des reliques de 68, ont ceci de commun : leur opposition à la guerre re-

pose sur un mouvement d'opinion publique sans perspective positive, se bornant, indifféremment des variantes que prend l'appel, à lancer aux peuples en général et aux gouvernements en particulier, de platoniques suppliques à la raison. Cette attitude ne diffère fondamentalement en rien des national-sociaux du début du siècle qui eux aussi cachaient derrière le mot d'ordre de "Paix" et "désarmement" leur volonté de ne pas mobiliser réellement le prolétariat contre la guerre.

Ces mots d'ordre, posés d'une manière générale, ne sont pas des mots d'ordre communistes ni prolétariens. Tout le monde - avant qu'elle n'éclate et remette en question les intérêts et les chasses gardées de l'Etat - se prononce contre la guerre. Le bourgeois lui aussi veut la paix, mais à condition bien-sûr que son concurrent qui lui ravit sa part de pillage cesse de le harceler.

Mais il serait faux et archifaux de confondre les organisations politiques, syndicales ou humanitaires qui lancent ces mots d'ordre, avec l'aspiration générale du prolétariat à la paix et pour que cesse partout dans le monde massacres, tortures, génocides, et autres ignominies de l'impé-

rialisme. Autant les uns sont un obstacle gigantesque à la mobilisation du prolétariat international dans une guerre contre l'impérialisme lui garantissant la paix par l'instauration de sa propre dictature sur les classes qui l'ont mené à la boucherie humaine, autant cette aspiration à la paix peut être le plus formidable levier de la révolution.

Lénine disait que "l'aspiration à la paix est un des symptômes les plus importants de la déception qui commence à se faire jour", et que "tous les efforts doivent tendre à utiliser cet état d'esprit des masses favorables à la paix." Et il ajoutait tout de suite : "Mais comment l'utiliser?" Toute la différence entre les démocrates pourris qui finiront par appeler les prolétaires à "défendre les acquis de la démocratie", "défendre la patrie en danger (socialiste ou non !)", et entre les communistes qui appelleront à la fraternisation entre soldats au front et à la lutte de classe contre les rigueurs productivistes imposées aux prolétaires à l'arrière du front et cela quel que soit le rapport de force militaire entre impérialismes, réside dans la réponse à cette question.

Il n'y a pas d'autre réponse que peut apporter le prolétariat à la guerre impérialiste que celle du renversement par la guerre civile insurrectionnelle des gouvernements et des Etats qui ont préparé et déclenché la boucherie par leur rapacité commune à exploiter le monde à leur seul profit. Les communistes ne sont pas contre la guerre en général, ils sont non seulement pour la guerre des nations arriérées contre le colonialisme ou l'impérialisme qui les domine (guerre de libération nationale) mais ils sont aussi pour la guerre civile entre classe prolétarienne et classe bourgeoise!

Au mot d'ordre de "paix" ne peut être dissocié le mot d'ordre de "TRANSFORMONS LA GUERRE IMPERIALISTE EN GUERRE CIVILE" et au mot d'ordre de "DEFAITISME REVOLUTIONNAIRE". C'est en tournant, comme l'appelle si majestueusement le chant de l'"Internationale", son fusil contre son officier, que le prolétaire oeuvrera pour la "paix". Pas pour la "paix" bourgeoise, comme celle de Versailles ou de Yalta, qui est le prélude à une nouvelle course aux armements et à une nouvelle déflagration, mais celle de la "dictature prolétarienne" qui anéantira toutes les bases de la société capitaliste pour construire une société SANS SALARIAT, SANS CAPITAL, SANS CLASSE, donc SANS ANTAGONISME ENTRE PILLEURS DU-MONDE ●

SUR LE MOT D'ORDRE DE DESARMEMENT !!!

"Un des principaux arguments que l'on puisse invoquer en faveur du désarmement est celui-ci que l'on exprime pas toujours bien franchement : nous sommes contre la guerre, nous sommes adversaires en général de n'importe quelle guerre, et l'expression la plus nette, la plus claire, la moins équivoque de cette opinion se trouve dans notre exigence de désarmement."

"Dans l'article que nous avons consacré à la brochure de Junius, article auquel nous renvoyons le lecteur, nous avons montré en quel sens cet argument était erroné. Des socialistes ne peuvent se déclarer adversaires de n'importe quelle guerre, sous peine de cesser d'être socialistes. Il n'est pas permis de se laisser aveugler par la guerre impérialiste actuelle. A une époque impérialiste, des guerres de ce genre entre "grandes" puissances sont précisément typiques; mais cela n'exclut pas la possibilité de guerres démocratiques et d'insurrections, venant par exemple de nations opprimées qui tenteraient de s'affranchir de leurs oppresseurs. Des guerres civiles du prolétariat contre la bourgeoisie, pour le socialisme, sont inévitables. Des guerres du socialisme vainqueur dans un pays contre d'autres pays, bourgeois ou réactionnaires, sont possibles."

"Le désarmement est l'idéal du socialisme. Dans la société socialiste, il n'y aura plus de guerres; par conséquent, le désarmement sera réalisé. Mais celui-là n'est pas socialiste qui espère la réalisation du socialisme en dehors de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat. La dictature est un pouvoir d'Etat qui s'appuie directement sur la violence. La violence, au XX siècle - comme en général à l'époque de la civilisation - ce n'est pas le poing et ce n'est pas une trique; c'est l'armée. Inscrira le "désarmement" au programme, c'est donc dire d'une façon générale : nous sommes adversaires de l'emploi des armes. Il n'y a pas

plus de marxisme là-dedans que si nous disions : nous ne voulons pas recourir à la violence!"

"Lorsque Kautsky prêche le "désarmement", s'adressant aux gouvernements actuels des grandes puissances impérialistes, il fait preuve du plus grossier opportunisme, d'un pacifisme bourgeois qui, en réalité - en dépit "des excellentes intentions" de nos doucereux kautskistes - sert à détourner les ouvriers de leur lutte révolutionnaire. En effet, par cette prédication, on inculque aux ouvriers l'idée que les gouvernements bourgeois actuels, dans les puissances impérialistes, ne sont pas entravés par les milliers de fils du capital financier, et par d'innombrables traités secrets, conclus entre eux, ayant pour fins le pillage, le brigandage et préparant la guerre impérialiste."

"Dans toute société de classes - qu'elle soit basée sur l'esclavage, sur le servage ou, comme à présent, sur le travail salarié, - la classe des oppresseurs est armée. Non seulement l'armée permanente de notre temps, mais même la milice - et cela dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, par exemple en Suisse - est un armement de la bourgeoisie contre le prolétariat."

"Et, en présence de ce fait, on vient proposer à des social-démocrates révolutionnaires de formuler une "revendication" de "désarmement"! Cela équivaudrait à renoncer une fois pour toutes à l'idée de la lutte de classe, à l'idée de la révolution. Notre mot d'ordre doit être : armement du prolétariat pour qu'il puisse vaincre, pour qu'il puisse exproprié et désarmer le bourgeois. C'est la seule tactique possible pour la classe révolutionnaire. Cette tactique découle de toute l'évolution objective du militarisme capitaliste; elle est prescrite par

cette évolution. Il faut d'abord que le prolétariat désarme la bourgeoisie; après cela, mais seulement après cela, il pourra, sans manquer à sa tâche historique et mondiale, jeter à la ferraille toutes les armes en général. Et c'est ce que fera certainement le prolétariat, mais pas avant d'avoir accompli sa révolution."

"Actuellement la militarisation se fait sentir dans toute la vie sociale. L'impérialisme est une lutte acharnée des grandes puissances pour le partage du monde; il doit donc fatalement amener la militarisation de tous les pays, même des neutres et des petites nations. Que feront donc contre cela les femmes prolétaires? Se bécotteront-elles à maudire la guerre et les armes, à réclamer le désarmement? Jamais les femmes d'une classe opprimée qui est véritablement révolutionnaire ne se résigneront à un rôle si pitoyable. Elles diront à leurs fils :

"Bientôt tu seras grand. On te don-

nera un fusil. Prends-le et exerce-toi de ton mieux au métier des armes. C'est une expérience que doivent posséder les prolétaires, non pour tirer contre leurs frères, les ouvriers des autres pays, comme il arrive dans la guerre actuelle et comme te le conseillent les traîtres du socialisme - mais pour lutter contre la bourgeoisie de notre pays, pour mettre fin à l'exploitation, à la misère et aux guerres - autrement que par des vœux inoffensifs par la victoire sur la bourgeoisie qui sera alors désarmée."

"Le gros défaut de cette revendication de désarmement est précisément en ceci qu'on laisse de côté toutes les questions concrètes de la révolution. Faut-il penser que les partisans du désarmement envisagent un genre tout nouveau de révolution sans armes?"

(Lénine, dans "Contre le courant", tome II, Maspero, pp 246 à 255, octobre 1916) ●

PROJET DE RESOLUTION DE LA GAUCHE DE ZIMMERWALD

"Le désir de paix qui grandit dans les masses laborieuses traduit leur déception, la faillite du mensonge bourgeois sur la défense de la patrie, le début de l'éveil de la conscience révolutionnaire des masses. En utilisant cet état d'esprit pour leur agitation révolutionnaire, sans se laisser arrêter par l'idée de la défaite de leur patrie, les socialistes ne tromperont pas le peuple par l'espoir illusoire d'une paix prochaine et de quelques durées, démocratique et excluant l'oppression des nations, par l'espoir du désarmement, etc., sans un renversement révolutionnaire des gouvernements actuels. Seule la révolution sociale du prolétariat ouvre le chemin à la paix et à la liberté des nations."

"La guerre impérialiste inaugure l'ère de la révolution sociale. Toutes les conditions objectives de l'époque

actuelle mettent à l'ordre du jour la lutte révolutionnaire de masse du prolétariat. Les socialistes ont pour devoir, sans renoncer à aucun des moyens de lutte légale de la classe ouvrière, de les subordonner tous à cette tâche pressante et essentielle, de développer la conscience révolutionnaire des ouvriers, de les unir dans la lutte révolutionnaire internationale, de soutenir et de faire progresser toute action révolutionnaire, de chercher à transformer la guerre impérialiste entre les peuples en une guerre civile des classes opprimées contre leurs oppresseurs, en une guerre pour l'expropriation de la classe des capitalistes, pour la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, pour la réalisation du socialisme."

(Lénine, Ed, Sociales, T. 21, pp. 359-360, août 1915) ●

TURQUIE ...

(suite de la page 1)

pourrir une situation socio-économique aussi désastreuse après la rupture de l'un des chaînons essentiels de la chaîne des pays bordant le flanc sud de la Russie, l'Iran, sans renforcer son emprise en Turquie. La révolution iranienne en détruisant l'état-gendarme de la région, prêt à intervenir aussi bien dans les champs de pétrole de la péninsule arabe qu'en Palestine, avait modifié sensiblement l'équilibre de combien instable de cette importante région stratégique. Avec ses 40 millions d'habitants, son armée nombreuse et bien équipée, la Turquie qui a non-seulement 600 km de frontière terrestre commune avec l'URSS, baigne plus de 1000 km de

côtes à la Mer Noire, mais encore contrôle le Bosphore passage obligé vers la méditerranée, était depuis toujours un pays de l'empire américain. Depuis longtemps sur le plateau d'Anatolie sont installés 3 importantes stations d'écoute tournée vers l'URSS.

L'équilibre régional, nécessaire au développement capitaliste non seulement américain mais européen - il n'est qu'à voir avec quelle sollicitude l'Etat allemand s'est penché sur son compère des Balkans pour l'aider à tenir - était menacé par la formidable montée du mouvement social. Il fallait le briser, l'armée s'en chargea le 12 septembre.

Hypocrisie bourgeoise

Lorsqu'en décembre 81, l'armée polonaise remettait brutalement en cause tous les acquis du mouvement social en remettant sous la force des baïonnettes la classe ouvrière au "travail" (!!!), d'une seule voix la bourgeoisie occidentale dénonce les prétoriens de Varsovie. Au nom des droits de l'homme elle versait des larmes sur la Pologne meurtrie et rassemblait sur ce thème, en s'appuyant sur les réflexes spontanés de solidarité élémentaire, l'ensemble des couches sociales dans un vaste front anti-russe. L'hypocrisie bourgeoise transparait dans cette campagne anti-russe car en septembre 80, la soldatesque ottomane était accueillie avec des soupirs de soulagement. De toutes parts, on se félicitait de la douceur avec laquelle le régime militaire appliquait l'Etat de siège.

Durant toute la période qui précéda le coup d'Etat on entendit personne dénoncer à travers les moyens officiels d'intoxication (entendez la presse, radio et TV) toutes les violences opérées de manière ouverte

contre les prolétaires et les masses laborieuses opprimées des villes et des campagnes par des nerfs de l'ordre bourgeois comme la bande du colonel Turkes.

Les grands moyens d'informations occultèrent totalement la formidable répression qui s'abattit en février 80 sur les prolétaires, en parlant d'affrontement entre groupuscules d'extrême-droite et d'extrême-gauche. Pour briser la grève des ouvriers de l'usine Tauris, soutenue par toutes les familles ouvrières du Faubourg, qui luttaient contre le licenciement de plusieurs centaines de leurs camarades, il fallu envoyer 10.000 soldats dotés de blindés et appuyés par des hélicoptères. Après plusieurs jours de combat de rues, "le calme est revenu à Izmir" écrivait avec soulagement un journal bourgeois. Point de larmes, point de cris, les ouvriers turcs ne peuvent être utilisés comme la Pologne pour renforcer le front intérieur interclassiste, tous unis dans la lutte contre le monstrueux ours sibériens.

Les causes du mouvement

L'accumulation en Turquie d'aussi formidables antagonismes de classe ne peut se comprendre sans replacer ce pays dans la profonde crise sociale économique et politique qu'il traverse.

Comme tous les pays de jeune capitalisme l'Etat turc n'avait pas les amortisseurs solides qu'ont développés les pays de vieux capitalisme.

Economiquement la Turquie est un pays où le secteur agraire est encore très important. Fournissant 30 % du PNB et 75 % des entrées de devises en 74 (exportation de céréales, coton, olives, noisettes et fruits) il est encore tout entaché d'archaïsme oriental. La grande propriété foncière de type féodal est encore largement répandue dans l'est du pays. Cependant le 9 % des entreprises agricoles ont moins de 5 ha. et 3 millions de familles n'ont pas de terre et sont de véritables prolétaires se louant 4 à 6 mois sur 12 aux grandes propriétés. La misère des campagnes a poussé et pousse quotidiennement des centaines de familles à grossir la périphérie des centres urbains. Ankara a plus l'air d'un gros bourg agricole de 2.5 millions d'habitants (!!!) que d'une ville de fonctionnaires. A Istanbul on comptait une immigration de la campagne de 1.000 personnes par jour en 80.

Politiquement, l'Etat turc issu de la révolution kémaliste, qui a tous les défauts d'une révolution bourgeoise par en haut, ne s'est pas complètement défilé des archaïsmes orientaux. La bureaucratie pléthorique s'est constituée plus par le mécanisme du clientélisme que par une sélection rigoureuse des compétences. Cepen-

dant en l'absence d'une bourgeoisie industrielle, l'Etat jette les bases de l'industrialisation. Le secteur public est le plus gros entrepreneur en employant dans le secteur industriel 600.000 personnes. Le secteur nationalisé représente 50 % des investissements industriels mais se solde en 79 par un déficit de 85 milliards de LT (livres turques). Géré sans compétence il fonctionne à 40 % de sa capacité de production. Pour illustrer ce phénomène il suffit de comparer les chiffres du complexe sidérurgique d'Iskenderum et d'une aciérie du secteur privé à Izmir. Dans le premier 24.000 travailleurs produisent 500.000 tonnes d'acier et dans le second 1.500 travailleurs produisent 250.000 tonnes.

En 1923 les classes moyennes s'installent au pouvoir et se transforment en bourgeoisie étatique dirigeant le secteur public. Elle est représentée par le PRP (Parti révolutionnaire du Peuple). Mais sa mission n'est pas tant de la création d'un puissant secteur nationalisé, que la création des bases pour l'émergence d'un secteur privé. C'est au début des années 60 que cette bourgeoisie privée prend le poids. Le parti de la justice et le parti démocratique créé en 1948, qui la représente sont nés pour combattre l'influence de la bourgeoisie d'Etat. Entre ses deux fractions, les conflits pour la domination des commandes du pouvoir étatique seront cycliques entre 60 et 80.

L'armée ne se contente pas d'être une institution militaire. Par le biais de son fond de prévoyance (OYAK) avec des cotisations obligatoires de 8 % des soldes, c'est une véritable puis-

sance économique. La société Holding de l'OYAK qui contrôle 22 entreprises commerciales et industrielles et 8 filiales employent 20.000 travailleurs. La fonction économique de l'armée amena tout naturellement la haute hiérarchie qui en a le contrôle à resserrer ses liens avec les secteurs de la bourgeoisie privée. En prenant le pouvoir l'armée manifestait sa fonction d'authentique représentant des secteurs de la bourgeoisie privée.

L'industrialisation qui commence en 60 sur les bases créées par l'industrialisation d'Etat, n'est qu'un relais de l'industrie étrangère. Malgré ses besoins réels, l'Etat turc est incapable d'obtenir les crédits nécessaires à son industrialisation. Les capitaux extérieurs s'implanteront sous le couvert d'entreprises nationales auxquelles ils participent pour 50 % voire plus. L'industrie qui se développe ne correspond à aucun dessein national d'envergure. Aucune bourgeoisie nationale conséquente n'étant à même de construire un véritable développement national des forces productives en dehors des intérêts immédiats de faction, se développe une industrie tournée vers des biens de consommation (électro-ménager, TV et automobiles) dont la bourgeoisie et les classes moyennes sont avides, les importations étant extrêmement limitées faute de moyens de paiement en devises.

Dans ce développement artificiel, n'induisant aucun développement ultérieur, la limite était le marché intérieur. Une répartition des superprofits entre les capitaux extérieurs qui fournissent les biens d'équipement, la bourgeoisie privée industrielle qui produit les biens de consommation pour le marché intérieur en dehors de toute concurrence et les grands propriétaires fonciers qui ayant pu repousser tous les projets de réforme agraire écoulent les produits agricoles pour l'exportation se fait donc sur le dos d'une classe ouvrière bestialement exploitée.

En 74, la brusque élévation des prix du pétrole qui fait tourner les usines, la récession en Occident qui réduit des importations de produits agricoles, le renvoi d'impor-

tants contingents de travailleurs immigrés, notamment de RFA, la majoration des prix des équipements importés, provoquent l'effondrement de cette économie.

Sous le gouvernement Demirel de 75 à 77 l'Etat pratique l'endettement pour sauver l'ordre social en maintenant artificiellement certains prix. Devant les déséquilibres croissants le FMI impose en 78 les solutions pour obtenir son aide: dévaluation, blocage des salaires, etc. L'OCDE qui apportera son aide si l'Etat turc accepte le plan du FMI, prouve que les prolétaires turcs subissent la double oppression de leur propre bourgeoisie et de l'impérialisme mondial. A cette époque les secteurs privés de la bourgeoisie ont accumulé de formidables capitaux dans l'industrie de montage et la production des produits de consommation. Le marché intérieur étant saturé et l'exportation étant rendue difficile par la mauvaise qualité des produits, ils entendent passer à une industrie de type supérieur. Mais pour cela, ils ont besoin de museler une classe ouvrière qui poussée par ces conditions misérables (Une Renault 12 turque équivaut à 14 années de salaire minimum) lutte sur le terrain de l'affrontement direct. De plus dans les provinces de l'Est et du Sud essentiellement agraires le recul des exportations a jeté des milliers de paysans dans une misère sur laquelle s'appuie le nationalisme Kurde pour renaître. En frappant les Kurdes l'Etat entend mater les paysans pauvres qui souvent prennent d'abord la terre des féodaux. Pour la question nationale, on trouve une brutale question sociale. Pour la bourgeoisie l'expérience Demirel ayant une fois de plus échoué, elle appuie l'expérience sociale-démocrate d'Ecevit. Mais l'expérience n'est guère plus concluante. C'est ce gouvernement social-démocrate qui renforce la loi martiale dans 19 provinces comprenant Istanbul et Ankara.

La Turquie est au bord du gouffre.

La soldatesque fait régner l'ordre comme à Varsovie, au Brésil, etc. Les mêmes causes produisent les mêmes effets.

La répression

Depuis septembre 80, l'Etat a emprisonné près de 140.000 personnes en portant la garde à vue à 90 jours, puis à 45 jours une fois que la répression eut porté ses terribles fruits. 13 militants révolutionnaires ont été pendus, une centaine de prisonniers sont morts sous la torture, près de 600 militants ont été abattus lors d'opérations d'arrestations menées conjointement par l'armée et la police. Plusieurs centaines de personnes sont portées disparues. Les tribunaux militaires ont condamné à mort près de 250 militants

et près de 3200 autres condamnations à mort sont requises dans les procès en cours. Une publicité particulière est apportée par l'Etat turc au procès des 52 dirigeants syndicaux du DISK passibles de la peine de mort, bien qu'ils aient essentiellement brillé dans le passé par leur attitude modérée légaliste et conciliatrice. Cette publicité a pour but de fixer l'attention de l'opinion nationale comme internationale tandis que la répression se poursuit d'autant plus sauvagement sur les éléments les plus combattifs.

Quelle solidarité ?

Les protestations douteuses qui s'élèvent aujourd'hui en Europe contre le procès des 52, alors que le silence régnait dans les rangs de tous les démocrates pleurnichards lorsque la violence des nerfs ou des tribunaux frappait et mutilait les militants anonymes de l'avant-garde du mouvement social, ne concernaient pas tant la violence de la répression elle-même que le fait qu'elle frappe "injustement" (!!!) des éléments modérés. Elles canalisent donc sur des positions démocratiques, réformistes et pacifistes, les réactions de protestations spontanées.

Comme pour la solidarité avec les ouvriers polonais, la solidarité avec toutes les victimes de la répression en Turquie ne peut converger avec la lutte pour le retour à la démocratie car cette dernière a montré que sous son couvert plus libéral elle laissait des bandes paramilitaires agir en

toute impunité contre le prolétariat et les masses laborieuses turques. Une réelle solidarité peut déjà commencer à briser le silence qui entoure la répression en Turquie, en informant et en dénonçant l'ampleur, en montrant que le retour à une quelconque démocratie est illusoire. Le mouvement des prolétaires et semi-prolétaires des villes et des campagnes a succombé sous les coups conjugués de la bourgeoisie turque et de l'impérialisme. Il est indispensable qu'au cœur de l'impérialisme même renaisse une puissante lutte de classe qui empêche celui-ci de continuer à soutenir la bourgeoisie turque. En luttant au cœur de la bête, le prolétariat d'Europe et d'Amérique affaiblira son soutien à la bourgeoisie turque. Alors le mouvement des prolétaires et des masses laborieuses pourra imposer ses revendications face à un ennemi affaibli parce que sans soutien.

COMPTE RENDU DES REUNIONS PUBLIQUES CE QU'ENSEIGNE LA LUTTE DES OUVRIERS POLONAIS

Fin janvier, début février étaient organisées trois réunions publiques tenues par nos camarades à Lausanne, Genève et Neuchâtel sur le thème : "Ce qu'enseigne la lutte des ouvriers polonais". En voici le contenu résumé.

Une lutte authentiquement prolétarienne

Contrairement à ce que voudrait faire croire les publicistes bourgeois, le grand mouvement qui embrase la Pologne de l'été 80 à fin décembre 81 n'était pas motivé par des intérêts démocratiques-nationaux. Le fer-de-lance du mouvement social était la classe ouvrière. La formidable concentration de prolétaires dans des espaces étroits comme dans les chantiers navals de Gdansk (100'000 travailleurs), à Ursus, Radom, Szczecin et dans les usines de Silésie, est la cause principale de la formidable cohésion du mouvement sur des mots d'ordre unitaires suscités par les mêmes conditions matérielles d'existence. La chute du salaire réel de 50%, les difficultés de ravitaillement et de logement ont été le ressort matériel d'un mécontentement qui traversa l'ensemble des concentrations ouvrières.

Ce mouvement n'est pas né en 80 mais se relie à toute une série de luttes ouvrières qui, de la grève de l'usine Staline de Poznan en 56 mettant sur orbite Gomulka et sa politique plus "nationale polonaise" que stalinienne pro-russe, va aux luttes de juin 76 à Ursus et Radom contre l'augmentation des prix alimentaires de 50% à 100% en passant par les premières émeutes des chantiers de la Baltique contre l'augmentation des prix également.

Les causes des grèves de l'été 80 sont, comme cela s'est déjà vérifié deux fois, la brusque augmentation (70 à 80%) des prix des biens de première nécessité. Mais contrairement aux émeutes d'il y a 10 ans, les grèves sont bien organisées et font une pression telle que la hausse des prix est annulée. Première victoire qui prouve que seule la lutte ouvrière la plus franche et la plus centralisée permet d'imposer à l'Etat un rapport de force qui l'oblige à se soumettre. C'est par la force que la classe ouvrière s'est imposée, non par le dialogue et la concertation.

En août, une nouvelle grève éclate à Gdansk pour la réintégration d'une militante licenciée qui depuis dix ans par son courage et son opiniâtreté s'était toujours trouvée à l'avant-garde

Nature des Etats à l'Est

Il n'y a pas de socialisme à l'Est. Ce que nous affirmons depuis toujours est confirmé une fois de plus par les faits. Dans un Etat où le salariat est généralisé, où les prolétaires luttent pour améliorer leurs conditions d'existence contre un Etat qui lui entend limiter au plus bas les salaires pour permettre une accumulation toujours plus importante de moyens de production et de consommation, où la loi de la valeur s'applique comme n'importe quelle implacable loi astronomique aux richesses produites par le travail humain, nous sommes en présence du CAPITALISME.

L'inflation continue qui caractérise la forme capitaliste de formation des prix du monde occidental se transforme dans sa forme orientale en brusque réadaption décidée centralement. A la courbe continue et ascendante des prix d'occident, on est en présence d'une courbe discontinue par paliers ascendants en Orient. Le mécanisme de fixation des prix est différents, la loi objective qui pousse les prix à grimper est la même. Elle est l'expression d'une loi générale du développement capitaliste, la "baisse tendancielle du taux de profit", conséquence de la formidable accumulation du capital fixe qui pour un capital donné utilise toujours moins de ca-

du mouvement ouvrier; Anna Walentynowicz. Pour la réintégration d'une ouvrière, les 16'000 ouvriers des chantiers Lénine de Gdansk n'hésitent pas à faire la grève. C'est dans ces moments privilégiés que prend tout son sens le terme : SOLIDARITE. Autour de cette lutte se cristallise un puissant mouvement de revendications, qui ne se limite plus au chantier Lénine mais embrasse toutes les entreprises de la Baltique. Le MKS (comité de grève inter-entreprises) est la concrétisation formelle de cette volonté unitaire de lutte autour d'une plateforme de revendication communes: les 21 revendications. Parmi elles on note des revendications importantes: La première est celle de la reconnaissance de syndicats libres et indépendants du Parti et de l'Etat, la seconde, la garantie du droit de grève, la 7 et la 8 concerne le paiement des heures de grève et une augmentation du salaire de base de 2000 zlotis (augmentation de 50% à 100% du salaire), la 14ème et la 15ème sur l'abaissement de l'âge de la retraite et sur son montant, la 15ème, 16ème et 17ème concernent les conditions de santé et tentent de soulager les ouvrières du double poids du travail et de la famille en exigeant l'extension des crèches et du congé maternité, la 21ème enfin exige la généralisation du samedi libre. Ce catalogue, le mouvement puissamment unitaire, l'impose à l'Etat Polonais.

Le coup d'Etat militaire du 13 décembre 81, n'a pas eu d'autre rôle que de reprendre à la classe ouvrière polonaise l'ensemble des nouveaux droits acquis de haute lutte en août 80. L'Etat interdit le droit de grève, et condamne les travailleurs qui utiliseraient cette arme, à 5 ans d'emprisonnement dans le secteur civil, à la peine de mort dans les secteurs militarisés par le coup d'Etat comme les postes, la radio-télévision, les transports. La répression frappe avant tout la classe ouvrière: 10'000 arrestations dès les premiers jours, l'armée quadrille les grandes concentrations ouvrières, les libertés d'expression, de réunion et d'organisation sont supprimées, le couvre-feu est instauré. En un mot célèbre: L'ORDRE REGNE A VARSOVIE, la classe ouvrière est matée.

pital variable, c'est à dire de prolétaires salariés exploitables. Pour compenser cette chute, le capital ne peut que faire baisser le salaire afin d'augmenter la masse des profits qui sont en raison inverse l'un de l'autre. En augmentant artificiellement les prix sans augmenter dans les mêmes proportions les salaires, le capital baisse objectivement les salaires, même si l'expression monétaire de ces derniers ne baisse pas, car avec leurs salaires, les exploités retirent moins de biens.

Les mêmes lois mercantiles sévissent à l'EST comme à l'OUEST et provoquent l'affrontement des mêmes classes: prolétaires contre bourgeois, salariés exploités contre défenseurs de l'accumulation.

Voilà la première grande leçon historique qui confirme la formidable lutte des prolétaires polonais contre leur Etat. Voilà ce que doivent retenir tous les prolétaires d'avant-garde qui doivent rejeter comme une trahison des intérêts de classe toutes les propositions de soutien aux pays de l'Est dans l'affrontement des blocs, surtout quand celle est présentée comme une lutte contre l'impérialisme assimilé uniquement au bloc occidental. La nature des Etats de l'Est est tout aussi impérialiste que celle du bloc occidental.

Les luttes de l'été 80 et leur préparation

Tout mouvement social prend ses racines dans le besoin de satisfaire des intérêts matériels. Le prêche et la propagande n'ont jamais suscité de mouvements. Par contre ils peuvent canaliser, orienter, influencer le mouvement existant quand ils se traduisent dans les faits à travers une organisation matérielle des hommes luttant pour des besoins immédiats à satisfaire.

Cette vision matérialiste des faits sociaux, qu'enseigne le marxisme, nous en trouvons une confirmation dans le mouvement social polonais.

Le grand mouvement de 80 a été marqué par la convergence du mouvement ouvrier spontané suscité par des conditions matérielles d'existence et des courants politiques.

La grande répression qui s'abatit sur les émeutiers des chantiers de la Baltique en 70, posa l'urgence d'une organisation ouvrière solide. La brutale et violente explosion de colère de 70 n'avait pu faire reculer l'Etat et la répression décima les éléments les plus dynamiques. Lorsqu'en 76, la lutte contre la hausse des prix éclate à URUSUS et à RADOM, elle ne peut s'étendre au rivage de la Baltique encore traumatisé par la dernière répression. Comme chaque fois, le pouvoir répondit par la répression. Mais, pour lutter contre elle, naquit à l'initiative d'intellectuels, anciens animateurs du mouvement étudiant de 68,

de catholiques et de sociaux-démocrates, un "comité de défense des ouvriers victimes de la répression" le KOR. En répondant à l'urgent besoin de parer les coups de la répression, cet organisme ne pouvant que prendre du poids dans les avant-garde du mouvement ouvrier, et les influencer politiquement en avançant leurs perspectives plus lointaines. ROBOTNIK, journal du KOR à l'intention des ouvriers se diffuse à 20'000 exemplaires. En 78 naît le "comité constitutif des syndicats de la Baltique (KWZZ) sur l'initiative du KOR. Répondant une fois de plus au besoin de l'organisation: la soudure avec les éléments d'avant-garde ouvrier et le KOR se renforce. C'est dans cet organisme que l'on retrouve des "leaders naturels" du mouvement ouvrier de la Baltique qui sont de toutes les luttes depuis 70, comme Walesa ou Walentynowicz. C'est au travers de cet embryon du futur syndicat SOLIDARNOSC que prend du poids et de l'influence un WALESA en révélant dans l'action semi-clandestine du KWZZ de véritables capacités d'organisation, et d'intuition. En décembre 79, lors du rassemblement interdit mais annuel devant les grilles du chantier Lénine, en souvenir des massacres de 70, Walesa, véritablement inspiré s'écrie à la fin du discours: "Je vous jure que l'an prochain on inaugurera un monument ici." En août 80, les ouvriers imposent à l'Etat le principe de la construction d'un monument du souvenir!

Le poids de l'Eglise

Ce qui frappa et perturba beaucoup de militants sympathisants du mouvement ouvrier polonais, c'est le poids incroyable de l'Eglise catholique. En occident où la religion n'est pratiquement plus une force d'organisation sociale, cela paraît difficilement compréhensible. Mais on constate, non seulement en Pologne, mais en Amérique latine, que l'Eglise est beaucoup plus une force organisée qu'une institution de direction de conscience. Comme pour l'Islam en Orient, le catholicisme apparaît comme l'une des grandes forces capables d'organiser les miséreux et les exploités en donnant un sens et une orientation pratique à leur lutte contre les conditions matérielles qu'ils subissent. En s'appuyant sur les besoins réels des exploités et en leur apportant une aide matérielle, les mollahs et les curés organisent et influencent le mouvement social. En Pologne les ouvriers ont utilisé pour commencer à s'organiser le SEUL RESEAU existant à l'échelle nationale: l'EGLISE. Les cures permirent des réunions clandestines, un pourcentage important de 20'000 prêtres purent fonctionner comme "agent de liaison" entre les groupes d'ouvriers. En réclamant ouvertement en 76 la libération des ouvriers réprimés, l'Eglise s'affirmait comme l'une des composantes importantes de la lutte contre l'Etat.

En plus de tous ces facteurs matériels immédiats qui lièrent l'institution matérielle et une large fraction

des éléments ouvriers d'avant-garde, un puissant sentiment religieux a toujours subsisté en Pologne, malgré 35 années de "régime communiste (!!!)"

Durant plus de 2 siècles d'oppression russe et prussienne, au XVIII et au XIX siècle, l'église et la religion catholique ont été les seules survivances de la nation polonaise face à l'orthodoxisme de l'un et le protestantisme de l'autre. Contrairement à ce qui s'est passé ailleurs, le catholicisme comme forme de résistance nationaliste était profondément populaire voire "prolétarien". En effet comme le montre Rosa Luxemburg, le développement bourgeois polonais s'est fait en liaison avec le marché russe. La bourgeoisie pusillanime polonaise habitait plus volontiers St.-Petersbourg que Varsovie et il était inévitable que dans ces conditions l'affrontement entre les classes prenne un caractère anti-russe, national donc catholique. Les multiples références à la Pologne anti-ouvrière de Pilsudski, création de l'impérialisme pour bloquer l'avance du bolchévisme dans l'Europe centrale des années 20 sont l'exemple même de ce puissant sentiment national au sein du mouvement ouvrier. Depuis près de 30 ans, l'opposition au pouvoir imposé par les russes après le second conflit mondial ne pouvait qu'à nouveau passer par l'Eglise catholique. L'Etat polonais était et continue d'ailleurs d'être un énorme compromis entre l'Eglise représentant la nation polonaise et les milieux pro-russes.

Les courants politiques

Au sein de Solidarité, on a pu distinguer deux grands courants politiques: l'un social-démocrate et l'autre national-populiste. Le fait que les courants politiques prirent une importance fondamentale est lié aux problèmes qui se posaient au mouvement ouvrier. Après la victoire de Gdansk, le mouvement avait imposé son droit à l'existence. Cependant les problèmes économiques restaient.

Après les émeutes de 70 Gomulka, qui avait basé la croissance de

la Pologne bourgeoise en aggravant l'exploitation du prolétariat par la brusque augmentation des prix, fut remplacé par Gierek. La nouvelle équipe décida de forcer l'allure de l'accumulation afin de pouvoir entre autre satisfaire les revendications des grévistes. Il fallait améliorer la production agricole, pour mieux ravitailler les villes et produire certains biens de consommation. Pour cela, ils se lancèrent dans une ambitieuse politique d'importation de biens d'équipement

après de l'Occident en particulier la RFA, la France et les USA. Entre 72-76, le déficit commercial devint si profond, les exportations polonaises ne suffisant pas à payer les importations, que l'Etat finance le déficit en contractant des emprunts auprès des Etats et des banques occidentales. En 76, la dette était de 10 milliards, et le ralentissement des exportations polonaises vers l'Occident, conséquence de la crise internationale, doublait ce chiffre en 79. Dès lors, la classe ouvrière non seulement devait par son travail fournir le surtravail nécessaire à l'accumulation de la Pologne bourgeoise, mais encore devait engraisser le capital international.

Pour affronter ces dramatiques questions, le mouvement ouvrier ne disposait d'aucun organe propre, capable de les aborder. Le syndicat qu'il s'était donné était un organe de lutte immédiate qui lui avait certes apporté une victoire momentanée, mais qui était bien incapable d'apporter les réponses politiques que la situation exigeait. L'impossibilité dans laquelle se trouvait l'Etat polonais de satisfaire les revendications matérielles obtenues à Gdansk d'une part, et la poursuite du mouvement ouvrier continuant à lutter sur le terrain économique apparaissant comme un facteur aggravant de la crise d'autre part, devaient amener toute une série de forces à proposer des solutions politiques.

Le courant social démocrate se divise en deux ailes, les autogestionnaires et le KOR. La première étant divisée en deux tendances, l'une basiste souvent qualifiée de gauchiste et l'autre insistant sur la nécessité de pousser

l'autogestion jusqu'à la "République autogestionnaire". Au congrès cette tendance est majoritaire. La deuxième aile, le KOR se divise également en deux tendances : l'une laïque, où l'on retrouve KURON, propose au mouvement l'autolimitation pour ne pas recevoir les contre-coups d'une réaction des milieux pro-russes et l'autre socialiste chrétien dans laquelle on retrouve GEREMEK l'un des conseillers écoutés de WALESZA.

Le courant National-populiste incarné par Walesa lui-même qui est fortement influencé par l'Eglise se divise en deux tendances. Le Nationalisme de "Jeune Pologne", qui propose en 81 le front tripartite POUP-EGLISE-SOLIDARITE, et l'ultranationalisme de la "Confédération de la Pologne indépendante", qui propose la rupture avec l'URSS et des élections libres. C'est entre autre l'influence grandissante de cette dernière tendance au congrès de Solidarité qui hâtera la préparation du coup d'Etat.

Pour tous les ouvriers, sortir de l'impasse revient à trouver une solution politique. La lutte économique ne peut plus arracher à l'Etat une quelconque amélioration car elle est en soi un facteur de crise. Le mot d'ordre de République autogestionnaire semble à une grande majorité répondre le mieux à la situation. Pour tous la situation est le produit de l'incapacité des dirigeants du POUP. L'autogestion apparaît comme une substitution raisonnable aux parasitismes des bureaucrates incompetents. Elle semble répondre à la volonté de faire tourner l'économie nationale avec plus de rigueur et plus de justice.

La recherche du compromis

Toute l'année 81 apparaît comme une immense tentative de la recherche du compromis.

Dès mars 81 déjà, Badkowski propose le compromis entre le POUP-Solidarité et l'Eglise. Sur le plan des rapports entre Etats, il se contenterait d'une finlandisation de la Pologne.

Kania remplace Gierak en septembre 80 après Gdansk et Jaruzelski remplace Pinkowski en février 81. Les nombreux contacts entre les dirigeants polonais et russes RENFORCENT les tendances à la modération préconisée par le groupe KURON. La peur d'une intervention russe achève le mouvement vers le compromis tripartite. Une trêve de 90 jours est instituée qui sera rompue partiellement après les événements de Bydgoszcz.

Le congrès de Solidarnosc sept 81

Premier congrès du syndicat après une année d'existence, il s'ouvre sur la question de la structure à adopter. La première période du congrès se déroule dans un climat de "responsabilité". Un observateur ira jusqu'à dire qu'on avait l'impression d'assister à un "congrès du parti avant les événements". Les grandes manœuvres navales des forces du Pacte de Varsovie, qui se déroulent dans la Baltique, sont là pour rappeler aux 900 délégués que la poursuite du mouvement dépend des décisions de ce congrès. Après des mois de bataille acharnée sur le front de la guerre de classe, le congrès apparaît comme un aboutissement. Le grand débat sur l'autogestion, qui suit la question statutaire, se termine misérablement sur la demande à la diète d'organiser un référendum. Commencée dans un climat de sévérité responsable, cette première période s'achève pourtant sur un débat animé à propos du dernier plan économique du gouvernement. Estimant qu'il ne répond pas à la question: "comment gouverner plus démocratiquement" le congrès menace le gouvernement de prendre de nouvelles

mesures de lutte dans une résolution votée à l'unanimité moins une voix.

Elle engendra évidemment au sein du POUP une réaction. Un membre du BP propose la mise hors la loi de Solidarité. L'ensemble du comité central propose rien de moins que de changer la direction de Solidarité.

La seconde période du congrès s'ouvre après l'arrestation d'un syndicaliste dans les mines de Silésie, à qui l'on reproche la distribution d'un tract auprès des forces militaires. Le climat est différent, et les déclarations du POUP ont brisé le vernis de responsabilité qui avait un moment recouvert les délégués. La base ne s'autocensure plus et elle applaudit avec vigueur la réponse d'une lettre de Roumanie en réponse à la circulaire que diffusa précédemment le congrès à tous les ouvriers des pays de l'Est, les encourageants à fonder des syndicats indépendants.

(suite en page 12)

où en est la crise ?

(suite de la page 1)

Economiquement, l'élévation continue du niveau de vie des travailleurs dans l'expansion a fait long feu. Pour la première fois depuis 30 ans, les crises sectorielles ou nationales qui sont le lot inévitable, naturel, du développement capitaliste, se mettent en phase dans plusieurs secteurs et dans plusieurs pays. Alors que durant le grand cycle d'accumulation du second après-guerre, la crise de surproduction de l'un était largement compensée par l'ouverture de nouveaux marchés pour les autres, aujourd'hui ce sont plusieurs marchés qui sont saturés en même temps. Les conséquences sont donc: l'exacerbation de la concurrence et l'élimination des plus faibles. Partout on assiste à cette guerre commerciale, qui jette à la rue des millions de prolétaires devenus inutiles pour le capital.

L'insécurité redevient le lot de la condition prolétarienne.

Mais ce processus qui tend à abaisser les coûts de production en produisant plus par unité de temps, engorge toujours plus les marchés. Au lieu de sortir de la crise, le monde impérialiste s'y enfonce toujours d'avantage. Le bout de ce chemin ne pouvant être que le passage de la guerre commerciale à la guerre ouverte. Voilà pourquoi, politiquement, les blocs se placent aujourd'hui dans les zones stratégiques.

Socialement, la paix entre les classes dans l'harmonie productive a été remplacée par la misère croissante des travailleurs. A la périphérie, dans les pays de jeune capitalisme, la crise internationale a été ressentie avec beaucoup plus de vigueur que dans les centres. Ayant un marché intérieur trop faible, souvent dépendant d'une activité productive liée à l'impérialisme, ces pays n'ont pas encore suffisamment de souplesse pour absorber la crise. Cela se traduit par des millions de travailleurs basculant dans la misère sans fard. D'où les formidables poussées sociales auxquelles nous assistons dans ces pays. De l'Iran à l'Amérique centrale, en passant par le Proche-Orient, la Turquie et l'Afrique du Nord, les puissantes vagues sociales qui secouèrent et continue de secouer l'ordre mondial sont une formidable leçon pour le prolétariat des centres. Elles démontrent que le mouvement social, lorsqu'il prend appui sur les intérêts propres, peut soulever des montagnes. Les masses iraniennes n'ont-elles pas montré que même l'armée, la plus puissante de la région, appui essentiel d'une dictature honnie, peut se dissoudre en une semaine sous la violence salvatrice d'une puissante vague sociale? Les masses au Nicaragua n'ont-elles pas démontré qu'un puissant mouvement social peut chasser un dictateur installé depuis 30 ans? Mais la vague sociale ne s'est pas cantonnée dans les pays de la périphérie. Elle se rapproche (Turquie, Pologne) des centres impérialistes. La formidable leçon du mouvement ouvrier polonais, c'est que l'on arrache à la bourgeoisie des droits et des revendications, non pas par le dialogue et la concertation entre partenaires sociaux, mais par une lutte sociale se situant sur le terrain de l'affrontement direct.

Ainsi donc, la crise du capitalisme ne fait que commencer. Ces effets ont déjà provoqué à la périphérie, puis au cœur de l'Europe, à l'intersection entre deux blocs, la renaissance de puissants mouvements sociaux. Aux centres mêmes, des signes évidents montrent que si la reprise tarde, elle ne saurait ne pas éclater un jour. Les explosions de la jeunesse en Angleterre, en

Allemagne, en France, en Hollande et même en Suisse, sont des signes certes confus, mais combien encourageants derrière l'apparence trompeuse de l'apathie ouvrière en général, les sociétés occidentales révèlent dans leurs entrailles une formidable bombe à retardement. La dernière explosion des ouvriers belges, passant par delà le contrôle de ses organisateurs vendus à la bourgeoisie prouve que dans certaine condition, de gros bataillons de prolétaires sont prêts à se battre avec leurs armes de classe, pour défendre leurs intérêts stricts d'exploités.

Celui qui n'a pour horizon que les Alpes et les lacs de ce pays coffre-fort qu'est la Suisse, ne peut que se désespérer d'une quelconque reprise sociale. La vision internationaliste combinée à la compréhension des difficultés réelles auxquelles s'affronte l'ordre impérialiste permet seule, non seulement, d'espérer, mais aussi de travailler ici même à préparer les conditions d'une reprise qui ne peut manquer d'éclater un jour. Comme nous l'annonçaient les patrons de l'industrie des machines eux-mêmes, 82 serait une année difficile. Pour une fois, ils n'ont pas menti. Chômage partiel, restructuration, liquidation, tels sont les effets de la concurrence dans ce secteur.

La Suisse n'est pas au-dessus des difficultés, même si la crise n'a pas encore fait sentir gravement ses effets.

"... On peut d'ores et déjà prévoir une extension de l'ho-raire du travail réduit, voire certaines fermetures d'entreprises tout particulièrement dans les branches se trouvant aux prises avec des difficultés structurelles ou rarement frappées par le ralentissement de la conjoncture" (Etude de l'UBS, Economie Suisse en 81). Il est plus que temps que les travailleurs réagissent, car les patrons eux n'hésitent et n'hésiteront pas à faire subir tout le poids des difficultés à la classe ouvrière. Devant la montée des effets de la crise, les prolétaires doivent reconstituer la trame de solidarité active qui seule, en agissant par les moyens de l'affrontement direct, permettra de les atténuer et de les faire reculer.

LEST! ABONNIERT!

PROLETARIER
Zweimonatszeitung
Jahresabonnement: 6 DM - 44 ÖS - 6 FS

PROLETARIER Nr 18

.Wo steht das internationale proletariat?
.Gegen Washington, doch nicht für Bonn
.Die Arbeitskämpfe in Belgien
.Falkland-Inseln
.Salvador
.Namibia
.Drei Jahre "islamische Revolution"
.Lehren aus Polen: die Frage des "aktiven Streiks"
.Die Krise der Brigade Rosse in Italien
.Korrespondenz aus Berlin
.Machtfrage
.Startbahn-West: die fehlgeschlagene Bauplatzbesetzung
.Aktive Solidarität mit den ausländischen Proletariern
.Wider das Sektierertum in Baskomitees
.Welcher Kampf gegen die Billigflaggen-Schiffe
.Maifreuden!

POLOGNE ...

(suite de la page 11)

La base exige des explications de la direction sur le compromis, qu'elle vient de passer avec la diète entre les 2 périodes, sans en référer au congrès, sur la question des conseils ouvriers. La direction est obligée d'utiliser tout le poids de ces dirigeants historiques pour calmer la base. Pour la première fois, apparaît, aux yeux de tous, entre la base du syndicat et la direction nationale les liens ne sont pas définitifs. La direction pouvait être débordée. C'est d'ailleurs à ce moment que les militants de la "Confédération pour une Pologne indépendante" commencent à prendre un poids réel à cause de leur intransigeance. Le congrès qui avait commencé dans le sérieux et le calme se termine le 7 octobre dans un climat de tensions prêt à bien des débordements. Pour le pouvoir, il était temps d'agir.

Vers l'affrontement

A la réunion du présidium du CC du POUP d'octobre, Kania minorisé est remplacé par Jaruzelski. Elle s'ouvre sur un appel à la formation d'un gouvernement de salut national. Parallèlement des manoeuvres de l'armée de terre sont organisées de telle façon que 2'000 localités sont occupées par des unités. Début novembre, il y a 60 conflits locaux qui sont suscités entre autre par les difficultés de ravitaillement. Lorsqu'au début novembre éclate l'affaire de Zyrardow, où la ville est en grève depuis 3 semaines pour exiger de pouvoir manger, Walesa répond non à la grève, aux délégués envoyés par la ville pour demander la solidarité active du syndicat, et dit qu'il

présentera le problème lors d'une réunion tripartite prévue avec Glemp et Jaruzelski. A l'affrontement direct que les ouvriers polonais avaient utilisé pour obtenir satisfaction, Walesa substitue après une année de errements, la méthode des négociations secrètes au sommet, qui aujourd'hui en occident empêche la renaissance de la lutte de classe. Le recul en terme de méthode était énorme, et la responsabilité des courants politiques, conseillers de Solidarnosc était totale.

Fin novembre, le CC demande les pleins pouvoirs pour le gouvernement. Un projet de loi prévoyant la restriction du droit de grève y est discuté pour être soumis à la diète. L'évacuation par la milice des élèves-pompier en grève est une sorte de répétition générale.

Le 12 décembre, l'armée prenait le pouvoir.

Les leçons

La modération et le compromis mènent au précipice. Alors qu'il aurait fallu rester solidement ancré sur le terrain de la défense des acquis de l'été 80, en défendant notamment le syndicat, les droits de grève et de réunion, la classe ouvrière s'est laissée entraîner par la situation sur le terrain de la réforme politique. Il ne s'agit nullement ici de faire un quelconque reproche aux ouvriers polonais. Ils ont donné au mouvement ouvrier international, mille fois plus que ce que celui-ci lui a apporté jusqu'à aujourd'hui.

La satisfaction des besoins matériels nécessitait la lutte politique. Mais cette lutte politique n'a pu être menée d'un point de vue de classe parcequ'il manquait l'organe qui seul pouvait apporter cette réponse : Le parti politique de classe. En effet lui seul, parcequ'il est l'ardent défenseur de toutes les expériences de luttes prolétaires pouvait donner une orientation qui ne soit pas réformiste. Les ouvriers polonais ont payé par leurs sacrifices, la destruction par la contre-révolution non seulement de l'organe formel du parti de classe, mais aussi de sa doctrine. Le mouvement ouvrier en luttant contre un Etat se revendiquant lors des fêtes officielles de la doctrine de Marx, le reste du temps il se contente d'invoquer les mêmes concepts que n'importe quel bourgeois, ne pouvait que s'éloigner de toutes les leçons condensées dans le socialisme scientifique. Il ne pouvait notamment faire sienne cette leçon historique élémentaire : En régime bourgeois, une conquête n'est jamais définitive, même si le rapport de forces entre les classes peut faire reculer le pouvoir. Dès que le rapport s'inverse, l'Etat bourgeois reprend ce qu'il a du concéder sous la pression de l'adversaire. En revivant dans leur peau, cette grande vérité, il est inévitable que des groupes d'ouvriers comprennent qu'il est nécessaire de rompre les liens avec tous les courants qui prêchent la conciliation et firent aboutir le mouvement dans un cul-de-sac.

Le mouvement ouvrier polonais reconstituera sa trame de solidarité de classe à travers un lent et patient travail d'organisation.

La meilleure façon d'être solidaire avec nos frères polonais, c'est de leur montrer que la démocratie qu'ils ont appelée de leurs propres vœux à la même politique antiouvrière que les régimes de l'Est. En luttant ici, pour des revendications semblables à celles qui soudèrent les ouvriers polonais entre eux, les prolétaires d'occident montreront dans les faits cette convergence.

REUNIONS PUBLIQUES

FRANCE : UN AN APRES !

LAUSANNE :

BUFFET CFF □ SALON 3 □
LE 3 JUN 82 □ 20h15

GENEVE :

CENTRE DE LOISIRS DES PRAQUIS □
LE 4 JUN 82 □ 20h15

NEUCHÂTEL :

CAFE DES CHAVANNES □
LE 11 JUN 82 □ 20h15

COMMANDE POUR LA
PRESSE INTERNATIONALE :
ED. PROGRAMME :
12 RUE DU PONT
1003 LAUSANNE

SALVADOR : quelle solidarité?

La chaîne des pays d'Amérique Latine qui lie les deux sous-continent américains est en train de céder sous la tension des contradictions politico-sociales qui la traversent. Bordée au Nord par les pétroles du Mexique et au sud par ceux du Vénézuéla, traversée par le canal de Panama, cette zone a toujours été pour les USA une chasse-gardée. En s'appuyant sur les oligarchies terriennes, en armant et en formant les cadres militaires, les USA font régner l'ordre nécessaire à la PAX AMERICANA.

Au Salvador l'accaparement de la totalité des bonnes terres pour la production des denrées d'exportation (café 2/3 des entrées de devises, coton et canne à sucre) et leur exploitation par l'oligarchie (1 0/0 de la population possédant 38 0/0 des terres) a été le facteur déterminant de la misère des masses. Leur révolte s'est nourrie à la fois de leur condition matérielle et du besoin de lutter contre la répression politique et sociale continuelle. Au début des années 70, devant cette montée des antagonismes sociaux sur le terrain de l'affrontement direct, le régime militaire qui subsiste sans discontinuité depuis 50 ans en alternant selon les cours du café les phases libérales et autoritaires, se figea dans une de ces dernières. En 72, il balaya le résultat des élections présidentielles qui voyaient la victoire de DUARTE soutenu par la gauche

traditionnelle (!!), au nom de l'ordre social. Ce blocage politique voulu par l'oligarchie et par l'impérialisme représenté par la hiérarchie militaire, poussa de larges couches des secteurs réformistes de la bourgeoisie née de l'industrialisation rapide des années 60 à la nécessité de la lutte armée.

La conjonction du mouvement social des prolétaires et semi-prolétaires des villes et de campagnes et l'entrée dans la clandestinité de larges fractions des forces politiques syndicales et religieuses permit la formation du FDR-DMLN.

Pour le cow-boy de la Maison-Blanche, empêcher que se développe une situation incontrôlable susceptible de contaminer toute la région, revient à défendre le statu-quo teinté d'un réformisme douteux. C'est tout le sens de la misérable réforme agraire de Duarte dont l'échec est total. Pour couronner cette politique l'Assemblée constituante devait apporter la bénédiction populaire nécessaire à la démocratie-chrétienne.

Mais qui pourra croire en cette mascarade quand la terreur et la fraude électorale se combinent, Duarte et l'ambassadeur US peuvent s'écrier en chœur en montrant les files d'attente devant les urnes, "Regarder ces queues, c'est une victoire de la démocratie". Après

les 32.000 morts civils depuis janvier 80 ces déclarations de démocrates donnent la nausée. En réalité, la junte ne peut écraser militairement la guérilla et l'illusion d'un soutien populaire à la démocratie chrétienne s'est effondrée. Après ces élections, pour les USA, le statu-quo ne peut donc être défendu aujourd'hui comme hier que de deux façons :

- soit un renforcement de l'engagement militaire américain participant directement à l'écrasement de la guérilla, mais l'opposition de larges secteurs du Congrès le rend problématique. Cependant ce renforcement se fait par militaires salvadoriens interposés. Deux bataillons entraînés aux USA doivent être rapatriés pour mener la terreur à la manière du trop fameux bataillon Atlacalt.

- soit une solution de compromis entre les américains et la junte d'une part et le Front d'autre part. Cette solution négociée est défendue à la fois par le Mexique inquiet de l'épave qu'il a au pied et par la sociale démocratie (France et Allemagne) désireuse de montrer son indépendance politique face au grand frère américain tout en s'implantant dans une zone où l'Europe est encore peu présente.

Une telle solution ne pourrait être envisagée par les USA que si les dirigeants du

Front arrivait à prouver leur capacité à pouvoir maintenir le puissant mouvement des masses dans les limites de l'ordre bourgeois et impérialiste. Evidemment ils ne peuvent se contenter des assurances verbales du Front soutenu par la Nicaragua et Cuba. Ainsi donc le compromis s'il aboutit ne peut que se faire sur le dos des revendications des masses prolétaires et semi-prolétaires, car ce sera le prix qu'imposera l'impérialisme US aux couches bourgeoises consentantes du Front Farabundo Martí. Tant que les masses salvadoriennes se battent les armes à la main, et les sont un danger pour tout l'ordre impérialiste régional. Mais la solidarité avec les masses prolétaires et semi-prolétaires du Salvador ne peut en aucun cas se traduire par le slogan SOUTIEN AU FDR-FMLN, car derrière ce slogan se profile les exploités de demain. La seule solidarité internationale véritablement de classe doit se traduire par une lutte contre toutes les interventions des impérialismes là-bas, qu'ils soient de droite ou de gauche, car elles ne sont en dernière instance qu'un soutien aux bourgeoisies locales en lutte contre leurs propres exploités. Empêcher que nos bourgeoisies soutiennent là-bas des bourgeoisies locales, voilà le sens de la lutte contre les interventions impérialistes. Cela nécessite que renaisse ici la lutte de classe qui seule permettra d'affaiblir l'impérialisme en son sein.